

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

*MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PLAN*

*DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ECONOMIQUES*



Premier trimestre 2018

DPEE, 64 Rue Carnot X Docteur THEZE, Dakar

BP: 116 site web: www.dpee.sn; email: info@dpee.sn

Mai 2018

Table des matières

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	2
II. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE	7
II.1. SECTEUR REEL	7
II.1.1. SECTEUR PRIMAIRE.....	7
II.1.2. SECTEUR SECONDAIRE.....	11
II.1.3. SECTEUR TERTIAIRE.....	19
II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce.....	19
II.1.3.2: Le sous-secteur des services	20
II.2. DECOMPOSITION PAR LA DEMANDE DE LA CROISSANCE TRIMESTRIELLE DE L'ACTIVITE REELLE	22
II.3. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE	24
II.3.1. Emploi salarié dans le secteur moderne	24
II.3.2. Opinion des chefs d'entreprise	26
II.4. INFLATION ET COMPETITIVITE	29
II.4.1 Inflation.....	29
II.4.2 Tendances des marchés.....	31
II.5. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES	34
II.5.1. Conjoncture économique.....	34
II.5.2. Conjoncture Sociale	34
II.6. COMMERCE EXTERIEUR	36
II.6.1. Exportations des principaux produits	36
II.6. 2. Importations des principaux produits	37
II.7 FINANCES PUBLIQUES	39
II.7.1. Recettes budgétaires	39
II.7.2 Dépenses publiques.....	39
II.8. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	41
II.8.1 Monnaie et crédit.....	41
II.8.2. Les titres publics	43
II.8.3. Les transferts rapides d'argent	43
II.8.4. Les systèmes financiers décentralisés(SFD)	44

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100 = 2000)	5
Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture (base 100 = 2006).....	7
Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire (base 100 = 2006).....	8
Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire (base 100 = 2006)	12
Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2006).....	19
Tableau 6: Indice de l'emploi dans le secteur moderne	24
Tableau 7: Indice de l'emploi dans le secondaire (base 100 = 2010).....	25
Tableau 8: Indice de l'emploi dans le tertiaire (base 100 = 2010)	26
Tableau 9: Indicateur de climat des affaires*	26
Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits	29
Tableau 11: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 = 2008).....	30
Tableau 12: Evolution des taux de change	33
Tableau 13 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion	35
Tableau 14: Exportations en valeur (millions FCFA)	37
Tableau 15: Importations en valeur (millions FCFA)	38
Tableau 16: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)	43
Tableau 18: Transferts rapides d'argent effectués par les Etablissements de crédit du Sénégal	44
Tableau 19: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés	46
Graphique 1: Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100=2000)	5
Graphique 2: Evolution des débarquements de la pêche	9
Graphique 3: Evolution de la production (en tonnes) contrôlée de viande	9
Graphique 4: Réalisations VFS (34 428 hectares) par rapport aux prévisions SAED (47 800 hectares) au premier trimestre 2018	11
Graphique 5: Réalisations pour la saison sèche chaude (en hectares).....	11
Graphique 6: Evolution des productions (en tonnes) de phosphate et de sel	13
Graphique 7: Evolution de la production d'huile (en milliers de tonnes)	14
Graphique 8: Evolution de la production (en tonnes) de sucre	15
Graphique 9: Evolution de la production de ciment (en milliers de tonnes)	18
Graphique 10: Evolution des productions (en tonnes) dans la minoterie.....	18
Graphique 11: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire (base 100 = 2006)	19
Graphique 12: Evolution de l'activité dans le commerce	20
Graphique 13: Evolution de l'activité dans les services.....	21
Graphique 14: Evolution de la croissance du PIB en glissement	22
Graphique 15: Evolution des contributions à la croissance en glissement	23
Graphique 16: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans l'industrie	27
Graphique 17: Principales contraintes dans l'industrie au premier trimestre 2018	27
Graphique 18: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans les BTP.....	27
Graphique 19: Principales contraintes dans les BTP au premier trimestre 2018.....	27
Graphique 20: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans les services	28
Graphique 21: Principales contraintes dans les services au premier trimestre 2018	28
Graphique 22: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans le commerce	28
Graphique 23: Principales contraintes dans le commerce au premier trimestre 2018.....	28
Graphique 24: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100= 2008).....	29
Graphique 25: Evolution des prix (en FCFA) moyens de l'oignon	31
Graphique 26: Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales.....	31
Graphique 27: Evolution des prix (en FCFA) moyens du riz brisé 100	32
Graphique 28: Les dépenses de consommation des ménages	34
Graphique 29: Evolution de l'indice de confiance des ménages.....	35
Graphique 30: Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire en glissement annuel	41
Graphique 31: Evolution du rythme de croissance des actifs extérieurs nets en glissement annuel	42
Graphique 32: Evolution du rythme de croissance sur les autres secteurs en glissement annuel.....	42
Graphique 33: Evolution de la croissance en glissement annuel des transferts rapides reçus au Sénégal	43
Graphique 34: Répartition des transferts reçus par origine	44
Graphique 35: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)	45
Graphique 36: Encours des crédits-encours des dépôts.....	45
Graphique 37: Evolution du taux de créances en souffrance	46

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Bonne orientation de l'économie mondiale

Au terme du premier trimestre 2018, l'économie mondiale semble s'orienter vers une trajectoire de croissance plus soutenue que celle des années qui ont suivi la crise financière de 2008. Les dernières prévisions économiques du Fonds monétaire international (Fmi) présagent une poursuite de l'expansion économique. En effet, d'après cette institution, la croissance de l'économie mondiale devrait se situer à 3,9% en 2018 et 2019, après la reprise économique de 2017 révisée à 3,8%. Ce pronostic optimiste de croissance est principalement sous-tendu par une activité industrielle dynamique et une hausse de l'investissement dans les pays avancés. L'augmentation des volumes d'échanges internationaux ainsi que les améliorations conjointes des conjonctures dans les pays avancés et émergents devraient également contribuer à accélérer la croissance économique mondiale.

Dans les pays avancés, les perspectives de croissance pour 2018 font état d'une accélération de 0,2 point de pourcentage, à 2,5%, portée principalement par les Etats-Unis et la zone euro. Concernant la croissance économique des pays émergents et en développement, elle devrait rester vigoureuse en 2018, avec un taux estimé à 4,9%, contre 4,8% en 2017.

Aux Etats-Unis, l'expansion économique devrait se poursuivre, à 2,5% en 2018 après 2,3% en 2017. Les mesures de relance budgétaire, notamment les réductions d'impôts et la hausse des dépenses devraient soutenir l'activité à travers l'investissement des entreprises et les dépenses de consommation. Le marché du travail affiche, également, une bonne dynamique. Au premier trimestre, le taux de croissance des Etats-Unis est estimé à 2,9% sur un an contre 2% à la même période un an plus tôt.

Dans la zone euro, la reprise devrait se poursuivre en 2018 si l'on se fie aux dernières estimations du Fmi qui indiquent une croissance de 2,4%, soit 0,1 point de plus qu'en 2017. Ces prévisions positives se sont basées principalement sur une amélioration de la demande intérieure. La zone euro bénéficierait également de la croissance mondiale généralisée, à travers l'augmentation des exportations. Toutefois, en glissement annuel, la croissance économique de la zone euro a ralenti à 2,5% au premier trimestre 2018 après 2,8% au dernier trimestre de 2018.

Concernant le Royaume-Uni, la croissance affiche un net recul au premier trimestre 2018 (+1,2% après +1,4%), soit sa pire performance depuis le second trimestre 2012. Selon l'Office britannique de la statistique (ONS), ce résultat résulterait principalement de la contraction de l'activité dans les secteurs de la construction et des services. En outre, les perspectives pour

2018 ne tablent plus que sur une croissance de l'économie britannique de 1,6% cette année contre 1,7% en 2017, en rapport avec les incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

S'agissant des pays émergents et en développement, principal moteur de la croissance mondiale, l'activité devrait rester globalement soutenue, portée par la remontée des cours de certains produits de base et un environnement extérieur toujours favorable. Toutefois, le groupe présente une situation contrastée avec de fortes croissances attendues en Inde et en Chine tandis que le Brésil et la Russie devraient connaître des croissances modérées, s'éloignant davantage de la récession enregistrée en 2016. En effet, la croissance chinoise resterait vigoureuse même si elle devrait ralentir légèrement, de 6,9% en 2017 à 6,5% en 2018. Au premier trimestre 2018, le taux de croissance annuel s'est maintenu à 6,8% dans ce pays, pour le troisième trimestre consécutif. Pour ce qui est de l'Inde, l'expansion devrait s'accélérer, passant de 6,7% en 2017 à 7,4% en 2018, essentiellement soutenue par la hausse de l'investissement privé. Par ailleurs, l'activité économique devrait s'améliorer au Brésil et en Russie, avec des expansions respectives estimées à 2,3% et 1,7% en 2018 contre 1% et 1,5% en 2017.

Relèvement des taux directeurs de la Fed en début 2018 et poursuite de la politique monétaire accommodante de la BCE

monétaire. Au premier trimestre 2018, la situation est marquée par la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) de relever d'un quart de point (0,25%) son principal taux d'intérêt qui se situe actuellement entre 1,5% et 1,75%. La Fed poursuit ainsi le durcissement de sa politique monétaire, enregistrant une cinquième hausse de taux d'intérêt depuis fin 2016. De son côté, la BCE, malgré les performances de la zone euro, mène toujours une politique monétaire accommodante (avec un taux d'intérêt nul).

L'euro s'est apprécié vis-à-vis des principales devises de référence au premier trimestre 2018

s'est respectivement renforcé de 15,5%, 10,0% et 2,7% par rapport au dollar, au yen et à la livre sterling. En variation trimestrielle, l'euro s'est aussi renforcé vis-à-vis de ses grandes devises, à l'exception de la livre britannique, face à laquelle il a reculé de 0,4%. Par rapport

Sur le marché financier international, la Réserve fédérale (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) poursuivent chacune leur propre orientation en matière de politique

Sur le marché de change, la monnaie unique européenne (euro) s'est appréciée sur un an vis-à-vis des principales devises de référence au premier trimestre 2018. En effet, l'euro

au dollar américain et au yen, l'euro a augmenté respectivement de 4,4% et 0,2% au cours de la période.

L'inflation a ralenti dans les pays de l'OCDE

S'agissant de la variation annuelle des prix à la consommation, elle a ralenti dans la zone OCDE au premier trimestre 2018, ressortant à 2,2% après 2,3% au dernier trimestre de 2017.

Cette évolution résulterait principalement de la décélération simultanée des prix de l'énergie et de l'alimentation qui affichent des hausses respectives de 5,2% et 1,9% contre 6,6% et 2% au trimestre précédent. L'inflation sous-jacente s'est maintenue, pour sa part, à 1,9%.

Dans les économies anglo-saxonnes, l'inflation annuelle a progressé aux Etats-Unis, à 2,2% après 2,1% au quatrième trimestre alors qu'elle a fléchi au Royaume-Uni, passant de 3% à 2,7% sur la même période. Ailleurs, en zone euro, le niveau général des prix à la consommation a reculé de 0,2 point pour se situer à 1,3%. L'Allemagne et la France ont enregistré des taux d'inflation respectifs de 1,5% et 1,4% contre 1,7% et 1,1% au trimestre précédent.

Dans les économies émergentes, la variation des prix à la consommation présente également des disparités. En Chine et en Inde, l'inflation s'est affermie, dans l'ordre, à 4,7% et 2,2% après 3,7% et 1,8% au quatrième trimestre 2017. Par contre, elle est ressortie à 2,3% en Russie, soit un recul de 0,3 point comparativement au quatrième trimestre 2017, et s'est maintenue à 2,8% au Brésil.

En variation trimestrielle, les prix à la consommation ont progressé de 0,7% dans les pays de l'OCDE, principalement portés par l'énergie (+2,2%) et, dans une moindre mesure, par l'alimentation (+0,9%). Hors produits alimentaires et énergie, les prix à la consommation n'ont augmenté, en rythme trimestriel, que de 0,4% au premier trimestre 2018.

Hausse des cours des matières premières au premier trimestre 2018

Sur le marché des matières premières, l'indice des cours s'est redressé au premier trimestre 2018, du fait de la hausse simultanée des prix des produits alimentaire et industriel de base. Les matières premières profitent de la conjoncture

mondiale favorable, notamment de l'embellie du commerce international. En variation trimestrielle, les cours ont globalement progressé de 4,2% après le recul de 2,2 observé au quatrième trimestre 2017, ceux des produits alimentaires et industriels de base ayant enregistré sur la période des hausses respectives de 1,4% et 6,7%. En comparaison au premier trimestre 2017, l'indice des cours a reculé de 0,2%, en rapport avec la baisse de 6,5% de sa

composante alimentaire. Les cours des produits industriels de base ont, pour leur part, augmenté de 6,3%.

Concernant les cours des céréales, des oléagineux et du sucre, des évolutions disparates sont observées au premier trimestre 2018. En effet, les céréales et les oléagineux se sont respectivement renchérissés de 8% et 1,9%, en variation trimestrielle, et 8,9% et 0,8 en glissement annuel alors que le prix mondial du sucre a faibli, dans l'ordre, de 7,5% en rythme trimestriel et 31,1% sur une base annuelle, en liaison avec l'abondance de l'offre.

Graphique 1: Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100=2000)

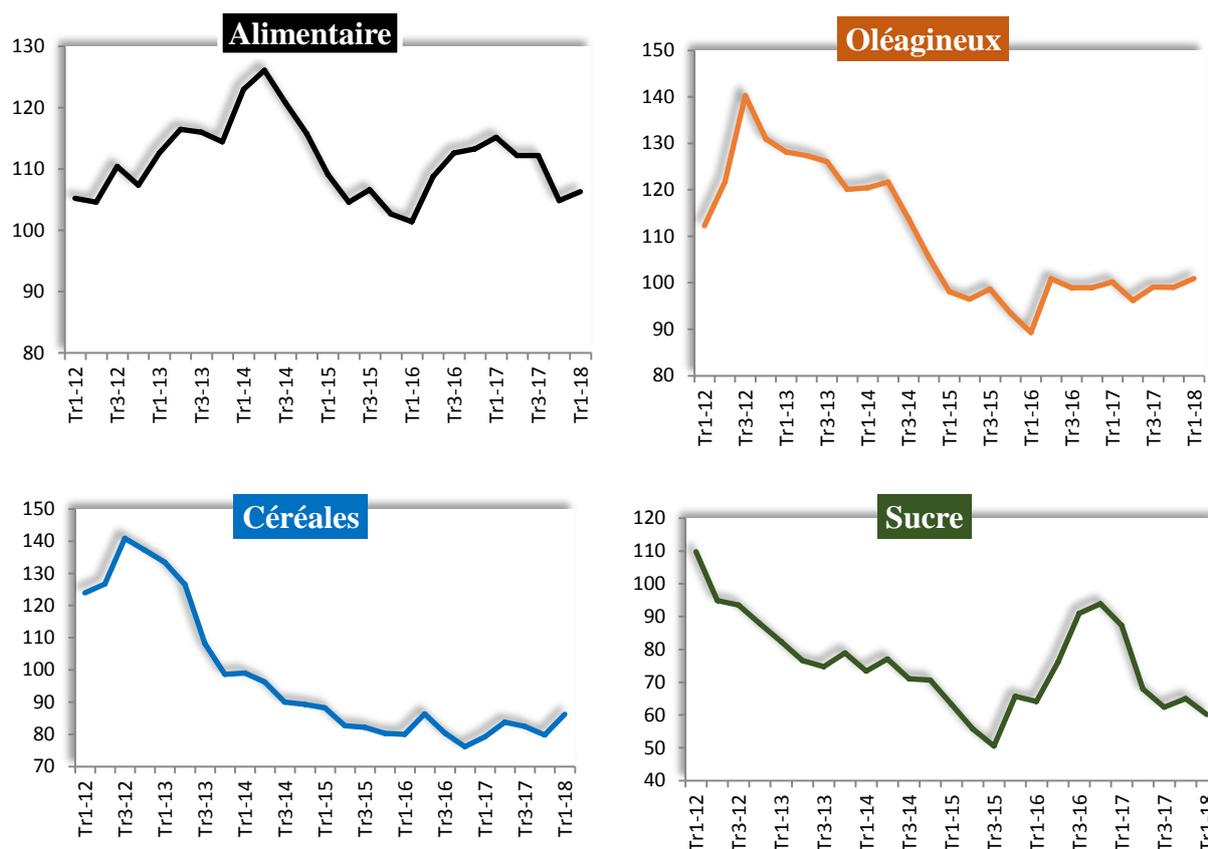


Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100 = 2000)

	2017		2018	Variations	
	T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Indice Global MP	93,9	89,9	93,6	4,2%	-0,2%
Alimentaire	113,6	104,8	106,3	1,4%	-6,5%
Céréales	79,2	79,8	86,2	8,0%	8,9%
Oléagineux	100,1	99,0	100,9	1,9%	0,8%
Sucre	87,3	65,0	60,1	-7,5%	-31,1%
Industriel	78,2	77,9	83,1	6,7%	6,3%
Matières agro-industrielles	96,6	104,3	111,9	7,3%	15,8%
Matières minérales	74,3	72,6	77,5	6,8%	4,4%

Source : INSEE-DPEE

Renchérissement du Brent au premier trimestre 2018

Sur le marché du pétrole, les cours se sont renforcés au cours du premier trimestre 2018 portés par la demande et l'accord de limitation de la production de l'Organisation des Pays

Exportateurs de Pétrole (OPEP) et ses alliés. En effet, le renforcement de l'activité économique mondiale aurait soutenu la demande de consommation et par ricochet les prix du pétrole alors que la mise en application de l'accord précité a favorisé une baisse du niveau des stocks.

Au premier trimestre 2018, le cours du Brent s'est situé, en moyenne, à 67 dollars le baril, soit des accroissements respectifs de 8,9% et 23,7% par rapport au quatrième trimestre de 2017 et au premier trimestre 2017.

II. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

II.1. SECTEUR REEL

Au premier trimestre 2018, l'évolution de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture, mesurée à travers l'Indice Général d'Activité (IGA), fait apparaître une contraction de 2,7%, par rapport au dernier trimestre de l'année 2017. Sur une base annuelle, une croissance de 5,5% de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture est notée au premier trimestre 2018.

Le repli, en rythme trimestriel, de l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture), est essentiellement imputable aux contreperformances du secteur secondaire (-3,7%). Par contre, le tertiaire et le primaire se sont respectivement consolidés de 2,0% et 5,8% sur la période. S'agissant de la croissance hors agriculture et sylviculture (+5,5%) enregistrée au premier trimestre 2018, en glissement annuel, elle est tirée par le tertiaire (+5,7%), l'administration publique (+7,7%) et le primaire (+12,2%).

Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture (base 100 = 2006)

SECTEURS	Pond (2015)	2017		2018	Variations	
		T1	T4	T1	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
PRIMAIRE (Elevage et Pêche)	5,6	128,2	135,9	143,8	5,8%	12,2%
SECONDAIRE	23,1	155,2	161,8	155,9	-3,7%	0,5%
TERTIAIRE	53,6	147,9	153,3	156,3	2,0%	5,7%
ADMINISTRATION PUBLIQUE	6,1	154,4	162,3	166,4	2,5%	7,7%
TAXE SUR BIENS ET SERVICES	11,6	114,9	175,4	130,2	-25,8%	13,3%
IGA (base 100=2006)	100	145,1	157,4	153,2	-2,7%	5,5%

Source : DPPE

II.1.1. SECTEUR PRIMAIRE

En variation trimestrielle, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est consolidée de 5,8%, au premier trimestre 2018, à la faveur de la bonne tenue des sous-secteurs de la pêche (+10,4%) et de l'élevage (+4,9%).

Par rapport au premier trimestre de 2017, une croissance de 12,2% du secteur primaire hors agriculture et sylviculture est également notée au premier trimestre 2018, les sous-secteurs de la pêche (+10,8%) et de l'élevage (+12,5%) s'étant simultanément confortés sur la période.

Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire (base 100 = 2006)

Secteur	Pond (2015)	2017		2018	Variations	
		T1 (1)	T4 (4)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
SECTEUR PRIMAIRE						
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	5,6	128,2	135,9	143,8	5,8%	12,2%
Elevage		133,3	142,9	149,9	4,9%	12,5%
Pêche		108,2	108,6	119,9	10,4%	10,8%

Source : DPEE

Pêche : augmentation des débarquements au premier trimestre 2018

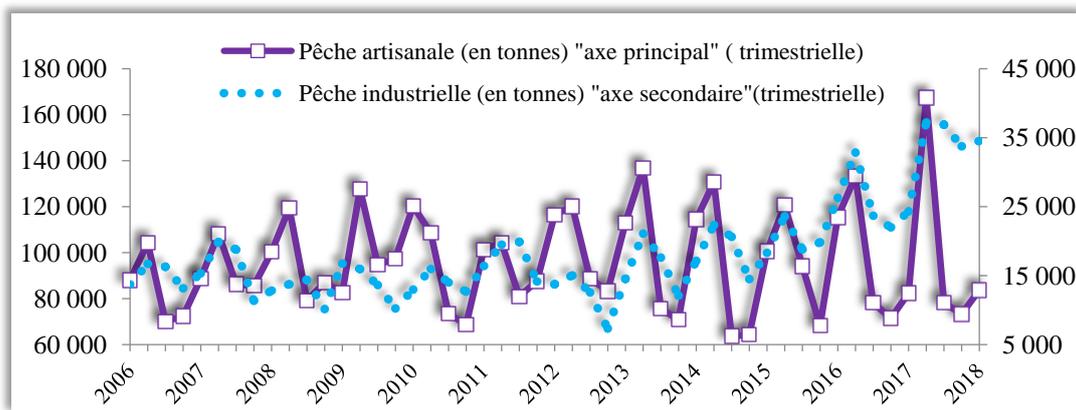
L'activité de pêche s'est confortée de 10,4%, entre le dernier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018, à la fois portée par les prises de la pêche artisanale (+14,2%) et de la pêche industrielle (+2,2%). La

progression trimestrielle des débarquements de la composante artisanale est attribuable aux régions de Saint-Louis (+216,7%), Thiès (+28,7%) et Fatick (+15,8%). A Saint-Louis, des sardinelles ont été abondamment capturées au démarrage de la saison haute de pêche alors que l'amélioration des prises à Thiès a été surtout notée au niveau de Cayar (+187,5%) et Mboro (+344%). S'agissant de la pêche industrielle, le renforcement des débarquements concerne principalement les maquereaux, sardinelles, chinchards, poulpes, seiche et poissons plats.

Sur un an, un raffermissement du sous-secteur de la pêche (+10,8%) est également enregistré au premier trimestre 2018, en liaison avec la bonne orientation des composantes industrielle (+42,1%) et artisanale (+1,6%). Concernant le volet artisanal, une bonne tenue des captures est relevée dans les régions de Ziguinchor (+48,0%), Fatick (+126,2%), Louga (+36,2%) et Kaolack (+62,4%). En particulier les performances de Fatick sont favorisées par l'augmentation de l'effort pêche au démarrage de la campagne à l'ethmalose (obo), dans un contexte marqué par les nouveaux Filets Maillants Encerclant (FME) et la présence de Sennes Tournantes (ST) qui ciblent les petits pélagiques, particulièrement à Bassoul, Baout, Djirndan et Joal.

Par contre, les régions de Thiès (-17,0%) et Saint-Louis (-32,4%) ont enregistré de faibles résultats. Dans la région de Thiès, la baisse, en glissement annuel, de la production est attribuable à la rareté des ressources (particulièrement des ceintures, sardinelles et « feuta ») et aux aléas climatiques (vents forts, houle dangereuse). A Saint-Louis, par contre, l'absence d'accord de pêche entre le Sénégal et la Mauritanie a considérablement contraint l'activité. Pour ce qui est de la pêche industrielle, des progressions respectives de 96,4% et 95,6% des débarquements de thon et de poissons divers sont notées en rapport avec l'accroissement de 9,4% des navires au port.

Graphique 2: Evolution des débarquements de la pêche

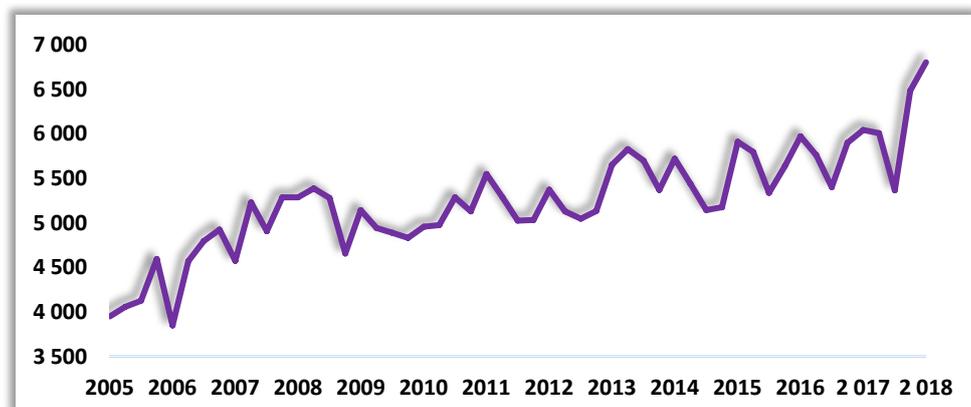


Élevage : hausse de l'activité au premier trimestre 2018

En variation trimestrielle, le sous-secteur de l'élevage a progressé de 4,9%, au premier trimestre 2018. Sur la période, les productions contrôlées de viande bovine, ovine et caprine se sont respectivement accrues de 4,9%, de 5,0% et de 7,1% grâce notamment à la hausse du poids moyen des bovins (+9kg/tête) et à la lutte contre les abattages clandestins, surtout autour des abattoirs de Dakar. Au total, l'accroissement de la production a entraîné une baisse de 2,4% du prix de la viande de bœuf.

En variation glissante sur un an, le sous-secteur de l'élevage s'est conforté de 12,5%, durant le premier trimestre 2018, favorisé par l'arrivée de bêtes embouchées en provenance du Mali et de la Mauritanie. Une bonne orientation des productions de viande bovine (+7,8%), ovine (+23,9%) et caprine (+25,8%) a été, ainsi, notée sur la période, portée par l'augmentation du poids moyen des bêtes (+4kg/tête pour les bovins). Par ailleurs, le mauvais hivernage au nord du Mali, au nord du Sénégal et au sud de la Mauritanie a entraîné un important déstockage du bétail.

Graphique 3: Evolution de la production (en tonnes) contrôlée de viande



Agriculture : baisse du financement et des superficies retenues des campagnes de saisons sèches chaude et froide

une baisse des niveaux de financement qui s'est répercutée sur les superficies retenues. S'agissant des mises en valeur, une contraction des prévisions est notée pour la saison sèche chaude contre un affermissement des attentes de la saison sèche froide. Par ailleurs, la campagne rizicole s'est bien orientée avec une progression des réalisations en 2018, comparativement à celles de 2017.

Financement de la production agricole dans la vallée : baisse des montants retenus pour les saisons sèches chaude et froide

chaude 2018 s'est établi à 8,116 milliards de FCFA dans la vallée, en baisse de 25,5% par rapport à la même période de 2017. Cette situation est principalement attribuable au retrait du financement des intrants (-22,6%), à 8,067 milliards de FCFA, en phase avec le repli des demandes retenues (946 contre 1 203 en 2017). En outre, les prêts accordés pour le matériel n'ont concerné que Matam et Bakel pour 48 millions de FCFA contre 465 millions de FCFA en 2017, soit un repli de 89,6%. En conséquence, les superficies retenues en 2018 sont chiffrées à 23 557 hectares, baissant de 22,5% comparativement à 2017.

Concernant la saison sèche froide 2017-2018, des replis respectifs des niveaux de financement (-12,8%) et des superficies (-17,4%) sont observés par rapport à 2016-2017. En effet, le financement retenu s'élève à 1,792 milliards de FCFA pour une superficie de 2 113 hectares, suite à l'engouement des producteurs pour la culture de riz (PNAR) au détriment des autres spéculations de saison sèche froide.

Mises en valeur de la campagne agricole dans la vallée : Raffermissement des réalisations des saisons sèches chaude et froide

la même période, un an plus tôt. Au titre de la saison sèche chaude, le taux de réalisation a atteint 66%, à 34 571 hectares. Il s'est ainsi consolidé de 15,6% sur un an, à la faveur du démarrage précoce des semis (fin décembre 2017 - début janvier 2018) dans certaines zones. Pour sa part, le taux de réalisation de la saison sèche froide s'est situé à 65%, au premier trimestre 2018, à 14 476 hectares, s'affermissant de 2,8% en glissement annuel. Cette

Au premier trimestre 2018, les campagnes de saisons sèches froide et chaude dans la vallée du fleuve Sénégal sont marquées par

A la fin du premier trimestre 2018, le financement cumulé effectué par la CNCAS pour la campagne de saison sèche

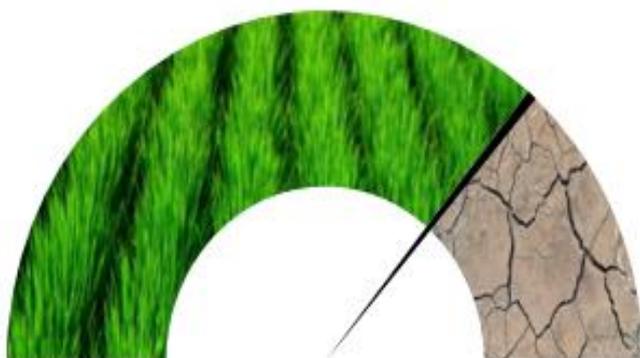
Les réalisations des campagnes de saisons sèches chaude et froide du premier trimestre 2018 se sont confortées par rapport à celles de

orientation s'explique par les effets des changements climatiques qui ont positivement impacté sur le calendrier agricole de la saison sèche froide. En effet, des semis et repiquages ont été observés jusqu'au mois de mars.

Cas de la riziculture : bon démarrage de la campagne dans le cadre de la phase 2 du PRACAS

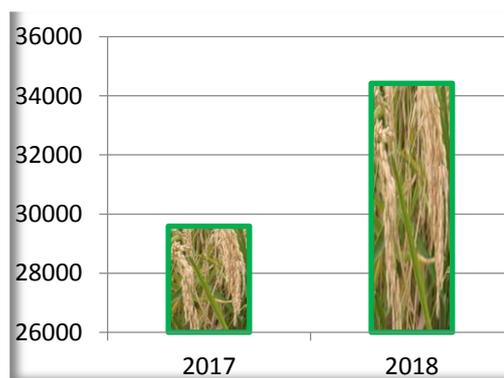
Marquant le début de la phase 2 du PRACAS pour le riz, la saison sèche chaude s'est bien comportée au premier trimestre 2018. En effet, sur un objectif de 47 800 hectares, les réalisations des producteurs de la vallée ont atteint 34 428 hectares, soit 72%. En comparaison à la saison sèche chaude 2017, une amélioration de 16,3% est, ainsi, réalisée. Cette performance s'explique, principalement, par les acquisitions de tracteurs dans le cadre du PNAR (PRACAS 1) qui ont facilité les travaux de préparation du sol (offsettage des parcelles) et par les anticipations des mises à disposition des semences et engrais. Par ailleurs, les comités de crédit CNCAS ont très tôt démarré.

Graphique 4: Réalisations VFS (34 428 hectares) par rapport aux prévisions SAED (47 800 hectares) au premier trimestre 2018



Source : SAED, au premier trimestre 2018

Graphique 5: Réalisations pour la saison sèche chaude (en hectares)



Source : SAED, au premier trimestre 2018

II.1.2. SECTEUR SECONDAIRE

Relativement au dernier trimestre de l'année 2017, le secteur secondaire s'est replié de 3,7% au premier trimestre 2018, du fait des contreperformances notamment enregistrées dans la construction (-9,8%), la production énergétique (-14,7%), la fabrication de produits céréaliers (-35,7%), les industries chimiques (-8,5%), le raffinage (-27,6%) et la fabrication de machines (-90,8%). Cette orientation a été, toutefois, partiellement contrebalancée par les bons résultats notés dans la production de sucre (+210,8%), la fabrication de matériaux de construction (+16,9%) et le travail de bois (+19,7%).

Sur un an, le secteur secondaire s'est consolidé de 0,5%, au premier trimestre 2018, essentiellement porté par la construction (+11,5%), les activités extractives (+16,7%), les industries chimiques (+14%), la production d'énergie (+5,5%) et la fabrication de matériaux

de construction (+5,6%). A l'inverse, l'« égrenage de coton et fabrication de textiles » (-56,5%), les conserveries de viande et de poissons (-36,1%), la fabrication de produits céréaliers (-42,1%) et le raffinage (-25,1%) ont enregistré de faibles résultats sur la période.

Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire (base 100 = 2006)

SECTEUR	Pond (2015)	2017		2018	Variations	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
SECONDAIRE	23,1	155,2	161,8	155,9	-3,7%	0,5%
Activités extractives	1,1	315,4	380,3	368,0	-3,2%	16,7%
Corps gras alimentaires	0,1	2,8	8,6	15,9	85,2%	463,4%
Autres industries	13,5	135,7	116,5	121,5	4,3%	-10,5%
Conserves de viande et poissons	3,3	53,9	36,5	34,4	-5,6%	-36,1%
Travail de grains	0,3	96,3	84,1	81,4	-3,2%	-15,4%
Fabrication de produits céréaliers	0,6	118,3	106,5	68,5	-35,7%	-42,1%
Fabrication de sucre	0,5	150,4	56,3	174,9	210,8%	16,2%
Fabrication autres produits alimentaires	0,7	183,4	140,9	131,1	-7,0%	-28,5%
Fabrication de boissons	0,3	95,8	84,7	99,5	17,4%	3,8%
Fabrication de tabac	0,2	151,2	134,1	139,1	3,8%	-8,0%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	1,0	117,9	36,9	51,3	39,1%	-56,5%
Fabrication du Cuir	0,1	85,5	100,8	99,4	-1,4%	16,3%
Travail de bois	0,5	148,6	144,3	172,7	19,7%	16,3%
Fabrication de papier, carton	0,5	122,7	121,3	118,8	-2,1%	-3,2%
Raffinage	0,3	181,2	187,4	135,7	-27,6%	-25,1%
Industries de produits chimiques	1,3	154,0	192,0	175,6	-8,5%	14,0%
Fabrication de produits en caoutchouc	0,3	153,0	172,2	156,1	-9,4%	2,0%
Fabrication de verre, poterie	1,5	236,5	213,7	249,8	16,9%	5,6%
Métallurgie, fonderie	0,6	107,3	103,8	120,0	15,5%	11,8%
Fabrication de machines	0,1	92,9	180,7	16,6	-90,8%	-82,1%
Construction de matériels de transports	0,1	134,6	173,5	111,4	-35,8%	-17,2%
Fabrication de mobilier	1,1	240,2	199,2	210,2	5,5%	-12,5%
Energie	3,0	156,7	193,9	165,4	-14,7%	5,5%
Construction	5,4	159,4	196,9	177,7	-9,8%	11,5%

Source : DPEE

Extractives : fléchissement des productions d'or et de phosphate, en variation trimestrielle

En rythme trimestriel, les activités extractives ont fléchi de 3,2% durant le premier trimestre 2018. Cette évolution est principalement attribuable à l'exploitation d'or (-7%), celles de

phosphate, d'attapulгите et de sel s'étant raffermisses sur la période.

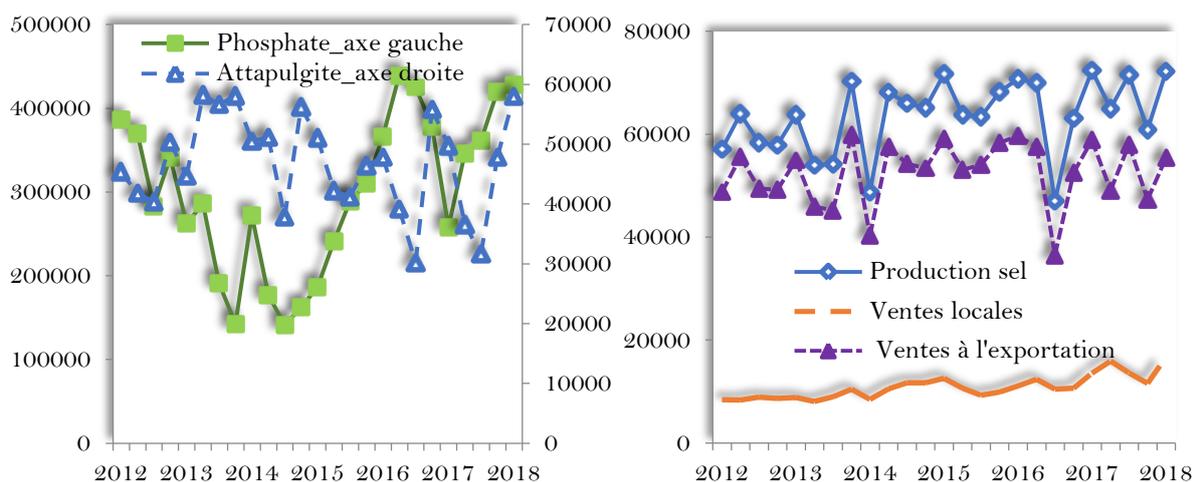
La production d'or s'est, en effet, établie à 2 968 kg au premier trimestre 2018, en dessous des 3 196 kg du trimestre précédent. Ce faible résultat traduit une baisse de 4,9% de la teneur en or du minerai extrait, notamment au niveau de la fosse de Gora. S'agissant du phosphate, l'extraction s'est accrue de 1,9%, en variation trimestrielle, passant de 420 000 tonnes à 428 000 tonnes, favorisée par l'accélération du rythme de transfert du minerai, du fait de la

mise en place d'un nouveau convoyeur. La production d'attapulгите s'est également bien comportée (+21,3%), à 57 953 tonnes au premier trimestre 2018 contre 47 788 tonnes un trimestre plus tôt, après les difficultés de transport et de distribution (congestion au niveau du port) rencontrées en 2017. Quant à l'extraction de sel, elle a progressé de 18,5% sur une base trimestrielle, soutenue par les demandes locale (+44,6%) et étrangère (+17,2%).

Une bonne orientation des industries extractives (+16,7%) est également relevée, sur une base annuelle, durant le premier trimestre 2018, en phase avec les raffermissements respectifs des productions de phosphate (+65,9%), d'attapulгите (+16,5%) et d'or (+3,1%). Par contre, l'extraction de sel est ressortie en léger repli (-0,3%) sur la période.

Au titre du phosphate, la production s'est accrue de 65,9% entre les premiers trimestres de 2017 et de 2018, passant de 258000 à 428 000 tonnes. Cette évolution traduit un effet de rattrapage, suite aux limitations volontaires de l'année dernière pour réduire les coûts pendant que les prix internationaux étaient peu favorables. Concernant l'attapulгите, la production s'est renforcée (+16,5%) en glissement annuel, en liaison avec le réaménagement du calendrier de production. Quant à l'exploitation aurifère, elle s'est bien comportée (+3,1%) sur la période grâce à la hausse de 11% de la teneur en or du minerai extrait sur les sites de Gora et de Kerekounda. A l'inverse, une baisse (-0,3%), en glissement annuel, de la production de sel est enregistrée au premier trimestre 2018, en liaison avec une diminution de la demande extérieure (-5,8%).

Graphique 6: Evolution des productions (en tonnes) de phosphate et de sel



Renforcement de la production de corps gras alimentaires

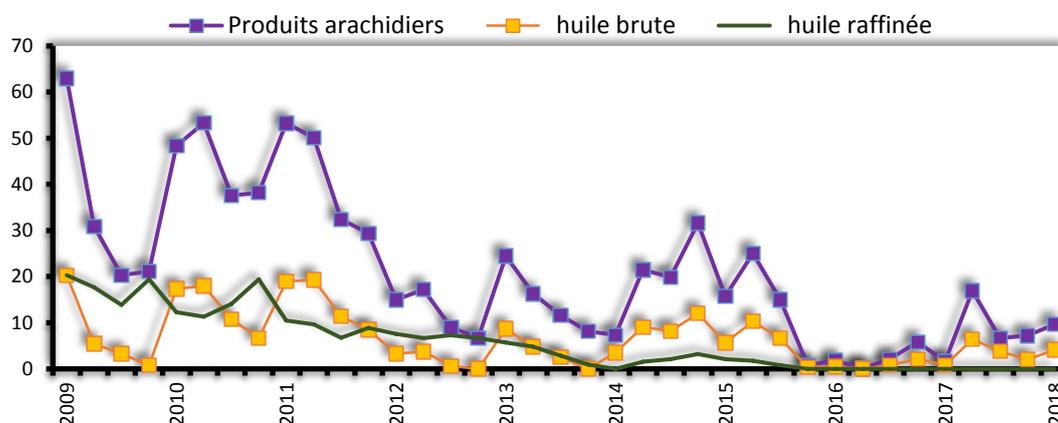
Au cours du premier trimestre de 2018, la fabrication de corps gras alimentaires s'est renforcée de 85,2%, en variation trimestrielle, essentiellement portée par la production d'huile brute d'arachide (+113,1%). La forte évolution de cette dernière reflète la reprise de l'activité

dans l'une des usines motrices de la branche. Par ailleurs, la production de tourteaux a cru de 4,6% sur la période alors qu'aucune fabrication d'huile raffinée n'est réalisée.

En variation glissante sur un an, la fabrication de corps gras alimentaires est également dynamique (>100%) au premier trimestre 2018, après les faibles résultats enregistrés un an auparavant. En particulier, la production d'huile brute d'arachide est passée de 765 tonnes à 4213 tonnes, en phase avec l'augmentation du niveau de collectes de graines (166 819 tonnes de graines d'arachide à fin mars 2018 contre 74 571 tonnes un an plus tôt). Cette dernière est notamment favorisée par le durcissement des tarifs douaniers appliqués sur les exportations du produit, dans un contexte de bonne production. Concernant la production de tourteaux, elle s'est améliorée de 4595 tonnes, passant de 808 tonnes au premier trimestre 2017 à 5403 tonnes sur la même période de 2018. A l'inverse, aucune production d'huile raffinée n'est réalisée depuis plus d'un an, face aux importations d'huiles déjà raffinées et conditionnées en provenance de Tunisie et de Malaisie.

Au titre des exportations, celles d'huiles brutes d'arachide ont augmenté de 8,7% en glissement annuel alors qu'aucune vente à l'étranger de tourteaux d'arachide n'est réalisée.

Graphique 7: Evolution de la production d'huile (en milliers de tonnes)



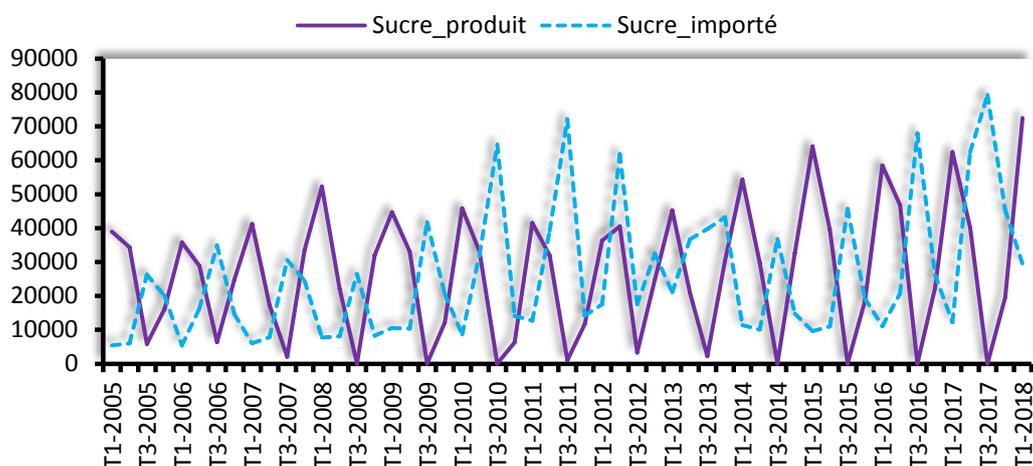
Fabrication de sucre, confiserie et chocolaterie : forte hausse de l'activité

Au premier trimestre 2018, l'activité de fabrication de « sucre, confiserie et chocolaterie » s'est considérablement confortée (+210,8%), en variation trimestrielle. Cette évolution est imputable à la production de sucre (+271,3%) qui s'est établie à 72 486 tonnes contre seulement 19 522 tonnes au trimestre précédent. Elle traduit un effet de reprise après les arrêts techniques notés entre les mois de juin et novembre 2017.

Sur un an, la fabrication de «sucre, confiserie et chocolaterie» s'est raffermie de 16,2% au premier trimestre 2018, tirée par les productions de sucre (+17,1%) et de confiserie (+10%). L'évolution de l'activité sucrière a été particulièrement favorisée par l'amélioration du rendement à l'hectare de la culture de canne, à la faveur d'un réaménagement des surfaces cultivées. Par ailleurs, les basses températures notées sur la période ont amélioré la teneur en sucre de la canne.

En perspectives, une production de 141 000 tonnes de sucre est attendue en 2018. Elle serait favorisée par l'augmentation de la capacité de production de l'usine et une meilleure optimisation des récoltes de canne.

Graphique 8 Evolution de la production (en tonnes) de sucre



Egrenage de coton et fabrication de textile : bonne dynamique de l'activité en rythme trimestriel

La bonne tenue de l'égrenage de coton (+55,5%), après un démarrage timide au mois de décembre 2017, a favorisé une consolidation (+39,1%) de la branche «égrenage de coton et fabrication de textile » entre le dernier trimestre

2017 et le premier trimestre 2018.

Cependant, en variation glissante sur un an, l'«égrenage de coton et la fabrication de textile » s'est contractée de 56,5% au premier trimestre 2018, plombée par la production de coton graine. Cette dernière s'est, en effet, située à 6400 tonnes sur la période contre 13363 tonnes un an auparavant, soit une baisse de 52,1%

Energie : repli de l'activité, en variation trimestrielle

Au premier trimestre 2018, le sous-secteur de l'énergie s'est replié de 14,7%, en variation trimestrielle. Cette contreperformance est,

principalement, attribuable à la production d'électricité (-17,3%) qui s'est établie à 730 gigawatt/h, dans un contexte de baisse des températures. En outre, la production d'eau potable s'est légèrement contractée (-0,6%) sur la période.

Sur un an, le sous-secteur de l'énergie s'est, en revanche, renforcée de 5,5% au premier trimestre 2018, du fait des consolidations respectives des productions d'électricité (+4,8%) et d'eau potable (+2,5%). Pour ce qui est de la progression de la production d'électricité, elle est en phase avec la croissance de l'urbanisation, en partie matérialisée par une progression de 14,5% de la clientèle domestique¹.

Raffinage: baisse de l'activité

Sur les trois premiers mois de 2018, l'activité de raffinage s'est contractée de 27,6%, en variation trimestrielle et de 25,1% en glissement annuel, en phase avec la baisse des importations d'huiles de pétrole (-14,7% en variation trimestrielle et -14,8% en glissement annuel) dans un contexte de remontée du cours du Brent.

Cuir: contraction de l'activité, en variation trimestrielle

Au premier trimestre de 2018, la fabrication de cuir et d'articles en cuir s'est contractée (-1,4%) en rythme trimestriel. Comparativement à la même période de 2017, la branche a, par contre, enregistré une forte croissance de 16,3%, à la faveur de l'accord, aux unités de production de la zone industrielle de Mbao, du statut d'entreprise franche d'exploitation (EFE), après plusieurs mois d'incertitude.

Production de tabac : raffermissement trimestriel de l'activité

En variation trimestrielle, la fabrication de tabac et de produits à base de tabac s'est raffermie de 3,8% au premier trimestre 2018. En revanche, une contraction de 8% de la branche est notée en glissement annuel. En effet, l'activité est fragilisée par la surabondance de produits d'origine frauduleuse introduite sur le marché local en passant par les régions frontalières. Par ailleurs, l'application de la directive portant harmonisation des droits d'accises sur les produits du tabac dans les états membres de la CEDEAO a augmenté la taxe sur le produit.

¹ Domestique (petite puissance, moyenne puissance et grande puissance) et wofofal

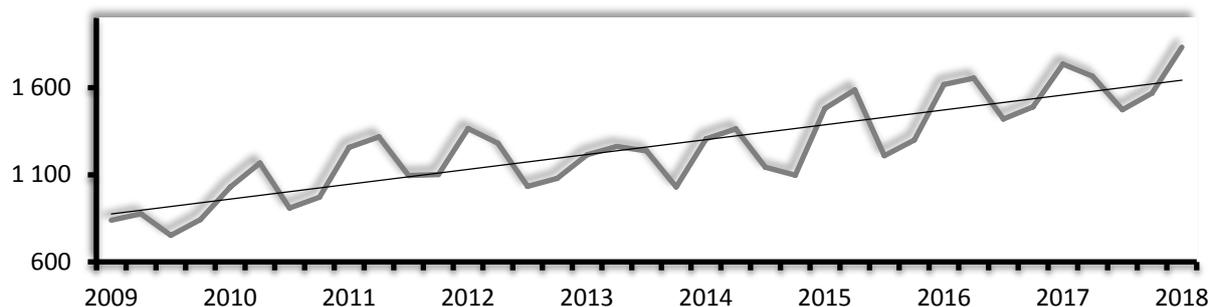
Chimie: fléchissement, en variation trimestrielle, de l'activité

Par rapport au trimestre précédent, la fabrication de produits chimiques s'est contractée de 8,5% au premier trimestre 2018, principalement contrainte par les contreperformances notées dans les productions d'«engrais solides et minéraux», de produits pharmaceutiques (-44,6%) et de «savons, détergents et produits d'entretien» (-16,7%). S'agissant des « engrais solides et minéraux », la production est passée de 60 684 tonnes à 55 751 tonnes sur la période sous revue, en raison de l'arrêt de l'usine pour manque d'espace de stockage. Cette situation serait consécutive au non enlèvement des commandes destinées à la prochaine campagne agricole. Par ailleurs, la production d'acide phosphorique s'est également contractée de 1 097 tonnes (-0,9%) sur la période, entravée par une baisse circonstancielle de l'extraction de phosphate. Sur une base annuelle, la fabrication de produits chimiques s'est raffermie de 14% au premier trimestre 2018, tirée par la production d'acide phosphorique (+53,6%). La forte évolution de cette dernière est liée aux faibles quantités enregistrées sur la même période de l'année précédente. Au total, les perspectives de production sont bonnes pour le reste de l'année 2018.

Ciment : renforcement de la production, en variation trimestrielle

Au premier trimestre 2018, la production de ciment a nettement augmenté (+16,9%), en variation trimestrielle, en liaison avec le renforcement des demandes locale (+21,8%) et étrangère (+5,3%). Sur une base annuelle, la production de ciment s'est, également, accrue de 5,6% durant le premier trimestre 2018, soutenue par les ventes locales (+50,6%). Ces dernières sont favorisées par les grands travaux de l'Etat et la consolidation de la demande privée, dans un contexte de baisse des prix (-2,1%). S'agissant des exportations de ciment, elles se sont contractées de 37,1% en glissement annuel, durant le premier trimestre 2018, du fait des reculs des ventes observés aussi bien dans la zone UEMOA (-11,8%) que dans les pays hors UEMOA (-74,3%). En particulier, celles vers le Mali ont fléchi de 10,7%, face à la concurrence du ciment en provenance du Maroc, de la Côte d'Ivoire et de l'Inde, jugé plus compétitif en termes de prix.

Graphique 9: Evolution de la production de ciment (en milliers de tonnes)

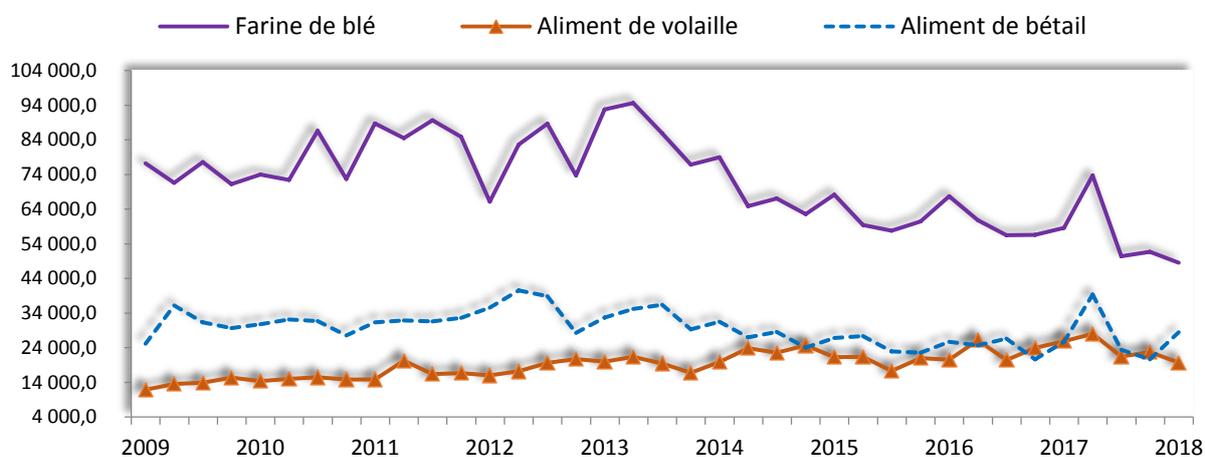


Repli trimestriel de l'activité des industries meunières

L'activité des industries meunières a reculé de 3,2%, au premier trimestre 2018, en variation trimestrielle. Cette évolution est essentiellement imputable aux baisses des productions de farine de blé (-6,1%) et d'aliment de volaille (-13,5%). La production d'aliment de bétail a, par contre, progressé de 37,1% sur la période.

La variation glissante sur un an fait, également, ressortir une contraction de 15,4% des industries meunières, au premier trimestre 2018, en liaison avec les faibles productions de farine de blé (-17,2%) et d'aliment de volaille (-23,9%). Toutefois, une consolidation de la fabrication d'aliment de bétail (+10,9%) est observée. Les difficultés de l'industrie meunière sont principalement liées à la faiblesse des prix intérieurs, à la concurrence des importations de farine et pâtes alimentaires et aux difficultés de recouvrement des créances dans un contexte marqué par la recrudescence des chèques impayés. Par ailleurs, l'installation de plusieurs minoteries dans les pays de la sous-région et les difficultés d'accès à certains marchés (particulièrement en Guinée) ont considérablement freiné les possibilités de ventes à l'étranger.

Graphique 10: Evolution des productions (en tonnes) dans la minoterie



II.1.3. SECTEUR TERTIAIRE

L'évolution du secteur tertiaire s'est traduite par une hausse de 2%, entre le dernier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. Cette orientation est essentiellement portée par les « transports et télécommunications » (+2,7%), les activités immobilières (+25,2%) et les « services d'hébergement et de restauration » (+9,2%). Pour sa part, le commerce s'est contracté de 0,7% sur la période.

En variation glissante sur un an, une consolidation de 5,7% du secteur tertiaire est aussi notée au premier trimestre 2018, principalement tirée par le commerce (+6,4%), les « transports et télécommunications » (+6,7%) et les services financiers (+7,7%).

Graphique 11: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire (base 100 = 2006)

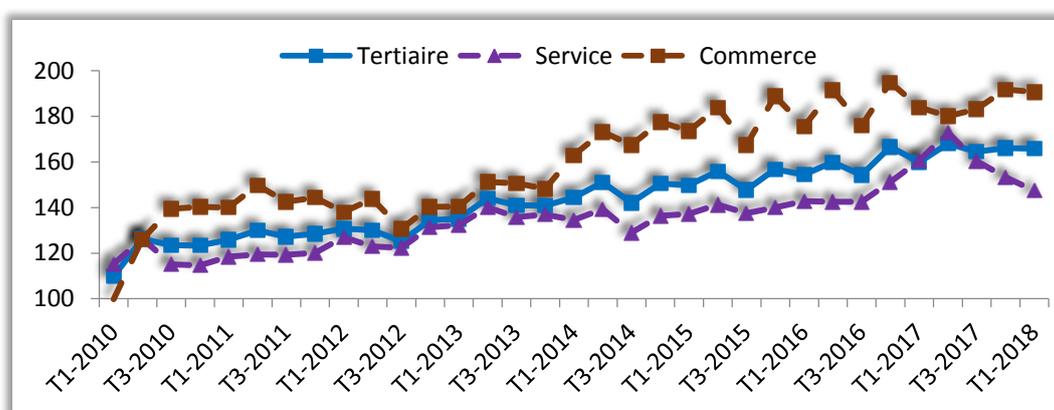


Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2006)

SECTEUR TERTIAIRE	Pond (2017)	2017		2018	variation	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
TERTIAIRE	53,6	147,9	153,3	156,3	2,0%	5,7%
Commerce		179,1	191,8	190,5	-0,7%	6,4%
Transports et Télécommunications		133,5	138,6	142,4	2,7%	6,7%
Transports		132,3	153,0	153,9	0,6%	16,3%
Postes et Télécommunications		133,9	133,3	138,2	3,7%	3,2%
Activités de santé et action sociale		202,1	121,8	151,4	24,3%	-25,1%
Services d'hébergement et restauration		114,4	114,6	125,1	9,2%	9,4%
Services financiers		129,4	155,3	139,4	-10,3%	7,7%
Activités immobilières		67,0	60,4	75,6	25,2%	12,7%
Autres services		161,6	167,4	174,1	4,0%	7,8%

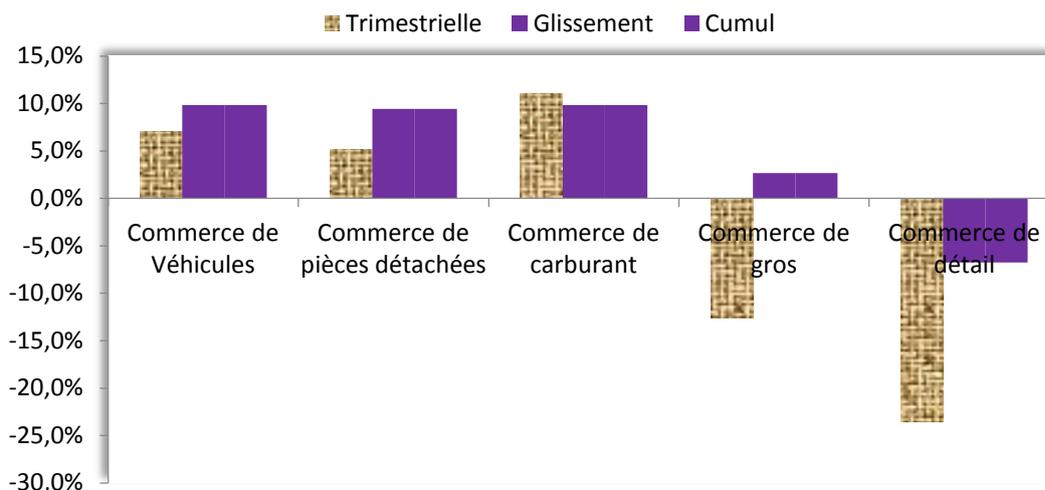
Source : DPEE

II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce

Commerce : léger repli de l'activité, en variation trimestrielle

Le léger repli trimestriel de l'activité commerciale (-0,7%) est essentiellement attribuable aux ventes de gros (-12,7%) et au commerce de détail (-23,5%) alors que son affermissement (+6,4%) sur un an est soutenu par le carburant (+9,9%), les ventes de gros (+2,7%), le commerce de véhicules (+9,8%) et celui de pièces détachées (+9,4%), à la faveur de l'accroissement de la demande.

Graphique 12: Evolution de l'activité dans le commerce



II.1.3.2: Le sous-secteur des services

***Transports et télécommunications :
bonne orientation de l'activité***

Relativement au trimestre précédent, la branche des « transports et télécommunications » s'est confortée de 2,7% au premier trimestre 2018, essentiellement tirée par les « postes et télécommunications » (+3,7%). Pour leur part, les transports ont subi les contrecoups des faibles résultats du « port et des auxiliaires de transport » et du transport aérien. Toutefois, sur une base annuelle, la branche des « transports et télécommunications » a cru de 6,7%, au premier trimestre 2018, à la fois portée par les « postes et télécommunications » (+3,2%) et le transport (+16,3%).

La téléphonie mobile reste le segment leader sur le marché des télécommunications

A la fin du premier trimestre 2018, la téléphonie mobile est restée leader du marché des télécommunications avec un parc global de 15 644 006 lignes qui s'est conforté de 0,23%, en rythme trimestriel. Sur une base annuelle, le parc mobile s'est également accru (+2,4%) à fin mars 2018. S'agissant du volume cumulé des communications émises, il est ressorti à 5,62 milliards de minutes au cours des trois premiers mois de 2018, contre 5,73 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 1,9%. Comparativement à la même période de 2017, le volume cumulé des communications du segment mobile est, toutefois, en progression de 2,7% au premier trimestre 2018. Pour sa part, le trafic de messages texte (SMS) est estimé à 587,7 millions d'unités émises au premier trimestre de 2018, en hausse de 0,3% sur une base trimestrielle. Sur un an, une progression de 31,6% du nombre de messages texte est enregistrée. En somme, le taux de pénétration de la téléphonie mobile est ressorti à 105,7% à fin mars 2018, progressant de 0,1 point par rapport à la fin de l'année 2017.

Au chapitre de la téléphonie fixe, le parc global a légèrement baissé (-0,1%) en variation trimestrielle pour se situer à 287 117 lignes à fin mars 2018, en liaison avec le repli du parc de lignes résidentielles (-0,2%). En variation glissante sur un an, le parc de lignes fixes a, en revanche, légèrement augmenté de 0,5%. Quant au taux de pénétration dans ce segment, il est ressorti à 1,94% à fin mars 2018.

Pour sa part, le parc global du marché de l'internet est chiffré à 9 571 457 lignes à la fin du premier trimestre 2018, se renforçant de 0,9% par rapport à fin décembre 2017. Sur un an, une croissance de 11,4% du parc de l'internet est enregistrée à fin mars 2018. Concernant le taux de pénétration sur ce segment de marché, il s'est établi à 64,7%.

Bonne tenue des services d'hébergement et de restauration, en variation

En variation trimestrielle, les services d'hébergement et de restauration se sont bien orientés (+ 9,2%) au premier trimestre 2018, en liaison avec la haute saison touristique et

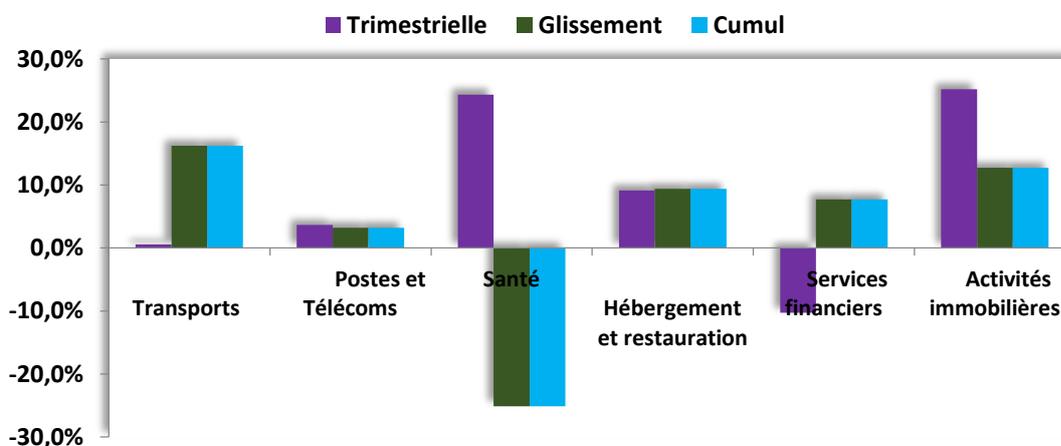
le dynamisme du tourisme d'affaires. La bonne tenue de ce dernier volet explique, également, en grande partie, le raffermissement (+9,4%) de la branche, en variation glissante sur un an.

Repli, en variation trimestrielle, des services financiers

Au premier trimestre 2018, les services financiers se sont repliés de 10,3%, en variation trimestrielle, après une croissance 35,6% au trimestre précédent. Sur un an, ils se sont toutefois consolidés (+7,7%), en phase

avec le renforcement de 21,2% des créances du système bancaire au secteur privé.

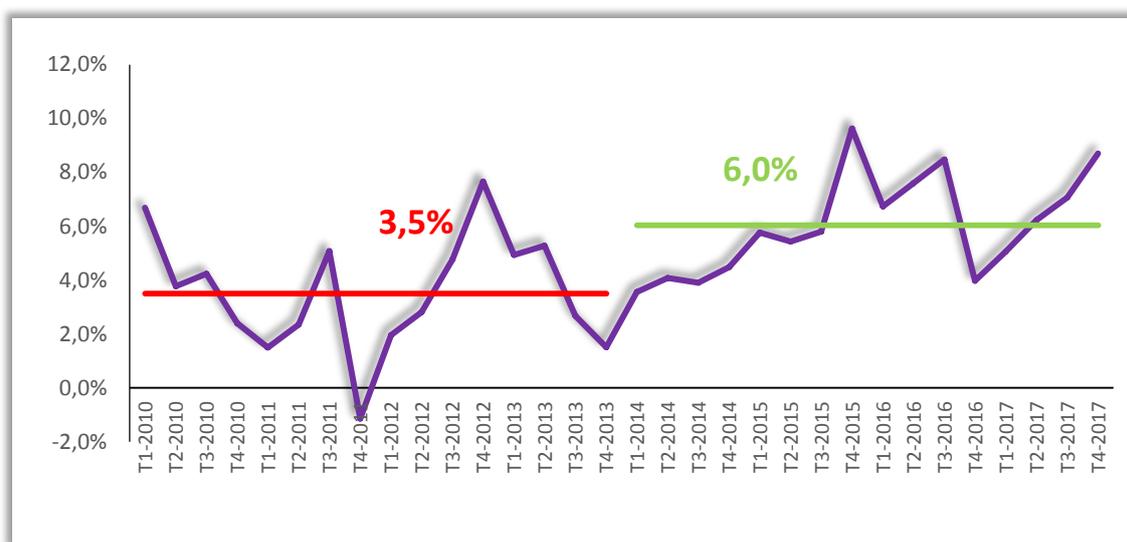
Graphique 13: Evolution de l'activité dans les services



II.2. DECOMPOSITION PAR LA DEMANDE² DE LA CROISSANCE TRIMESTRIELLE DE L'ACTIVITE REELLE

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité économique sur la période récente fait ressortir une accélération de la croissance depuis 2014, à la faveur de la mise en œuvre d'un nouveau plan de développement économique et social, le Plan Sénégal Emergent (PSE). En effet, la croissance trimestrielle du PIB, mesurée sur une base annuelle, s'est établie à 6,0%, en moyenne sur la période 2014-2017, contre 3,5% en moyenne sur la période 2010-2013.

Graphique 14: Evolution de la croissance du PIB en glissement



La décomposition de la croissance du PIB trimestriel par la demande montre une prépondérance de la contribution de la consommation. Cette dernière s'est située, en moyenne, à 4,3% sur la période 2014-2017 contre 2,0% entre 2010 et 2013, notamment favorisée par l'accroissement des revenus des ménages, consécutif aux politiques de diminution des taxes sur le revenu et le capital ainsi qu'à l'octroi de bourses familiales aux populations démunies et aux autres programmes sociaux dans un contexte marqué par une faible évolution des prix des denrées alimentaires de première nécessité et des produits énergétiques.

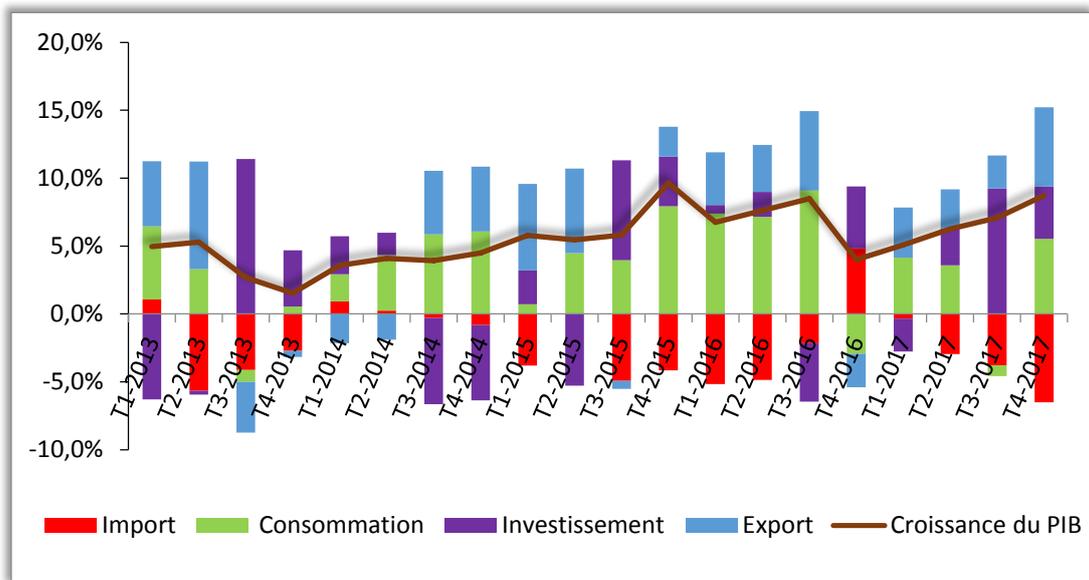
Au titre de l'investissement, sa contribution à la croissance est ressortie à 1,1% entre 2014 et 2017 contre seulement 0,8% sur période 2010-2013. L'apport de l'investissement à la croissance, sur la période 2014-2017, est largement attribuable aux grands projets publics et privés. Ces derniers sont sous-tendus par les importantes politiques de réalisation

² Le calcul des composantes du PIB, par la demande, a été effectué par étalonnage – calage des comptes nationaux sur la base d'indicateurs conjoncturels pertinents. La technique des acquis, appliquée au PIB en volume et ses composantes par la demande a, également, permis de réaliser des prévisions de la croissance à très court terme qui feront l'objet de publication.

d'infrastructures, d'aménagement du territoire, de modernisation de l'agriculture, de production d'énergie et de relance de l'activité industrielle, notamment chimique, avec la restructuration des ICS.

S'agissant du commerce extérieur, la contribution des exportations de biens et services à la croissance du PIB est estimée à 2,8%, en moyenne entre 2014 et 2017, contre 1,9% sur la période 2010-2013. Le regain d'exportations de biens sur la période sous revue est attribuable aux produits alimentaires (+42,7%), au ciment hydraulique (+21,1%), aux engrais minéraux et chimiques (+68,1%) et à l'acide phosphorique (+98,7%). Les ventes à l'étranger de zircon et d'or brut non monétaire ont, également, considérablement soutenu le volume des exportations sur les quatre dernières années. En revanche, les importations ont davantage pesé sur la croissance du PIB, leur contribution passant de -1,2%, en moyenne trimestrielle, entre 2010 et 2013, à -2,1% sur la période 2014-2017. Cette évolution est, notamment, en phase avec les importants achats de biens d'équipements dans le cadre des projets d'investissement du nouveau plan de développement économique.

Graphique 15: Evolution des contributions à la croissance en glissement



II.3. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

II.3.1. Emploi salarié dans le secteur moderne

A la fin du premier trimestre 2018, l'emploi salarié dans le secteur moderne s'est consolidé de 1,5%, en variation trimestrielle, en liaison avec les secteurs secondaire (+2%) et tertiaire (+0,8%). Par rapport à la même période de l'année 2017, les créations nettes d'emplois sont estimées à 12,8% dans le secondaire et 4,8% dans le tertiaire entraînant une hausse globale de 9,1% de l'emploi salarié dans le secteur moderne.

Tableau 6: Indice de l'emploi dans le secteur moderne

EMPLOI	POND	2017		2018	Variation en %	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
SECONDAIRE	475,6	151,2	167,2	170,5	2,0	12,8
TERTIAIRE	524,4	118,6	123,3	124,3	0,8	4,8
INDICE D'ENSEMBLE	1000	134,1	144,2	146,3	1,5	9,1

Source : DPEE

✓ L'emploi dans le secteur secondaire

A fin mars 2018, l'emploi salarié du secteur secondaire a progressé de 2% en rythme trimestriel, essentiellement porté par les BTP, les effectifs dans l'industrie étant restés stables sur la période. Au niveau des BTP, une création nette d'emplois de 13,5% est enregistrée, soutenue par les « travaux de préparations de sites et de construction » (+14,7%). Dans l'industrie, la stabilité globale des effectifs, en rythme trimestriel, résume des évolutions contrastées au niveau des branches d'activité. En effet, les évolutions positives de l'emploi principalement notées dans les industries alimentaires (+7,2%), chimiques (+1,2%) et de fabrication d'articles en bois (+7,4%) sont particulièrement contrebalancées par les pertes nettes d'emplois observées au niveau de l' « égrenage de coton et de fabrication de textile » (-30,7%), la « construction et réparation navales » (-8,4%) et l'« édition, l'imprimerie et reproduction » (-3%).

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié est positive (+12,8%) à fin mars 2018. En particulier, les effectifs salariés des BTP ont été particulièrement dynamiques (+39,9%). Le sous-secteur industriel a également enregistré une progression nette de 8,6% de son nombre de salariés, essentiellement soutenue par les industries chimiques (+16,4%), de « fabrication de machines et matériels » (+19,2%) et la production d'énergie (+11,1%). Toutefois, des pertes nettes d'emplois sont particulièrement notées dans l'activité d'« égrenage de coton et de fabrication de textiles » (-15,4%), la « fabrication de papier et de carton » (-8,6%) et la « fabrication de cuir » (-2,2%).

Tableau 7: Indice de l'emploi dans le secondaire (base 100 = 2010)

EMPLOI	POND	2017		2018	Variation en %	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
SECONDAIRE	475,6	151,2	167,2	170,5	2,0	12,8
INDUSTRIE	354,2	176,1	191,3	191,3	0,0%	8,6%
ACTIVITES EXTRACTIVES	8,1	180,2	185,1	181,4	-2,0%	0,7%
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	124,2	104,0	99,7	106,9	7,2%	2,7%
EGRENNAGE DE COTON ET FABRICATION DE TEXTILES	15,6	242,5	296,0	205,2	-30,7%	-15,4%
FABRICATION DE CUIR	2,1	100,6	100,6	98,3	-2,2%	-2,2%
FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	7,9	102,0	100,9	108,4	7,4%	6,3%
FABRICATION DU PAPIER, CARTON	10,3	45,5	41,2	41,6	0,8%	-8,6%
EDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION	7,2	97,4	102,6	99,5	-3,0%	2,2%
INDUSTRIES CHIMIQUES	65,6	441,6	507,8	513,9	1,2%	16,4%
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU PLASTIQUES	29,4	124,8	122,1	124,8	2,2%	0,0%
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	20,4	142,2	149,9	148,6	-0,8%	4,5%
FABRICATION DE PRODUITS METALLURGIQUES	16,9	80,8	87,9	89,1	1,4%	10,3%
FABRICATION DE MACHINES ET DE MATERIELS	3,3	239,7	255,6	285,7	11,8%	19,2%
CONSTRUCTION ET REPARATIONS NAVALES	5,2	126,1	135,1	123,7	-8,4%	-1,9%
AUTRES ACTIVITES DE FABRICATION	10,2	47,6	53,9	53,7	-0,5%	12,7%
ENERGIE	28,1	114,3	127,3	127,1	-0,2%	11,1%
BATIMENTS TP CONSTRUCTIONS	121,4	78,6	96,8	109,9	13,5%	39,9%
TRAVAUX DE PREPARATION DE SITES ET CONSTRUCTION DE BTP	112,7	75,4	95,6	109,6	14,7%	45,4%
TRAVAUX D'INSTALLATIONS ET DE FINITION	8,7	120,0	112,9	113,9	0,9%	-5,1%

Source : DPEE

✓ L'emploi dans le secteur tertiaire

Au niveau du tertiaire, l'emploi salarié s'est légèrement accru de 0,8% en rythme trimestriel, à fin mars 2018. Les services (+1,3%) ont majoritairement contribué à cette évolution, notamment les postes et télécommunications (+4,4%), la santé (+6,8%) et la branche du «transport et auxiliaires de transport» (+1,8%). En revanche, l'emploi a reculé dans le sous-secteur du commerce (-0,6%).

Comparativement à la même période de 2017, le secteur tertiaire a créé 4,8% d'emplois supplémentaires à fin mars 2018. Le sous-secteur des services affiche une hausse d'effectifs dans quasiment toutes ses branches d'activités, notamment les « hôtels, bars et restaurants » (+10%), les « postes et télécommunication » (+15,6%), les services immobiliers (+7,7%), la santé (+6,5%) et les «banques et assurances » (+2,3%). Dans le commerce (+1,3%), une bonne progression de l'emploi est également relevée, en glissement annuel, notamment au niveau des ventes de carburant (+1,3). A l'inverse, des replis d'effectifs salariés sont singulièrement notés dans le « commerce de véhicules et d'accessoires » (-5,2%).

Tableau 8: Indice de l'emploi dans le tertiaire (base 100 = 2010)

EMPLOI	POND	2017		2018	Variations	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
TERTIAIRE	524,4	118,6	123,3	124,3	0,8	4,8
SERVICES	412,4	114,2	119,4	120,9	1,3%	5,9%
HOTELS-BARS-RESTAURANTS	65,7	98,4	113,5	108,3	-4,6%	10,0%
TRANSPORT ET AUXILIAIRES DE TRANSPORT	82,3	142,1	140,6	143,2	1,8%	0,7%
POSTES ET TELECOMMUNICATION	49,2	119,5	132,3	138,2	4,4%	15,6%
BANQUES ET ASSURANCES	46,6	129,4	132,9	132,4	-0,4%	2,3%
SERVICES IMMOBILIERS	19,0	62,7	68,9	67,5	-2,0%	7,7%
SANTE	9,6	124,4	124,1	132,4	6,8%	6,5%
EDUCATION	8,2	101,3	102,5	100,4	-2,1%	-0,8%
AUTRES SERVICES	131,9	104,7	107,5	110,9	3,2%	5,9%
COMMERCE	112,0	134,9	137,5	136,7	-0,6%	1,3%
COMMERCE DE VEHICULES ET ACCESSOIRES	19,8	77,8	85,5	73,8	-13,7%	-5,2%
COMMERCE DE CARBURANT	10,3	117,5	118,8	119,0	0,1%	1,3%
AUTRES COMMERCES	81,9	150,9	152,5	154,1	1,1%	2,2%

Source : DPEE

II.3.2. Opinion des chefs d'entreprise

Le climat des affaires a légèrement fléchi au premier trimestre 2018, en variation trimestrielle. En effet, l'indicateur qui le synthétise, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, a affiché une baisse de 1,3 point pour s'établir à 98,7, en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète les baisses respectives des sous indicateurs de l'industrie, des services et du commerce, atténuées par une progression de celui des BTP. Sur un an, le climat des affaires s'est, également, dégradé au premier trimestre 2018.

Tableau 9: Indicateur de climat des affaires*

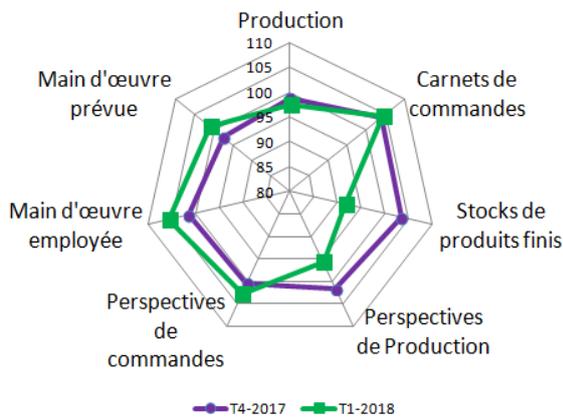
Climat des affaires	Moyenne de long terme	T1-2017	T4-2017	T1-2018
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	104,1	99,9	98,7
INDUSTRIE	100	110,6	101	99
BTP	100	118,0	96	97
SERVICES	100	98,3	100	99
COMMERCE	100	104,6	100	99

Source : DPEE

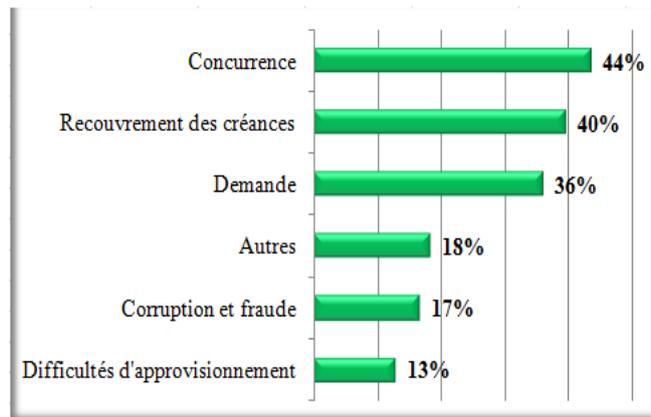
*Normalisé de moyenne 100 et d'écart type 10

Dans l'industrie, la majorité des industriels interrogés ont indiqué la concurrence supposée déloyale (44%), les difficultés de recouvrement des créances (40%) et la baisse de la demande (36%) comme les principales contraintes à l'activité, durant le premier trimestre 2018. Par ailleurs, l'indice du climat des affaires s'est replié de près de 2 points au premier trimestre 2018, en rythme trimestriel. En effet, le solde d'opinion relatif à la production récente a fléchi contre une légère progression de celui des carnets de commande et un important déstockage de produits finis, sur la période.

Graphique 16: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans l'industrie

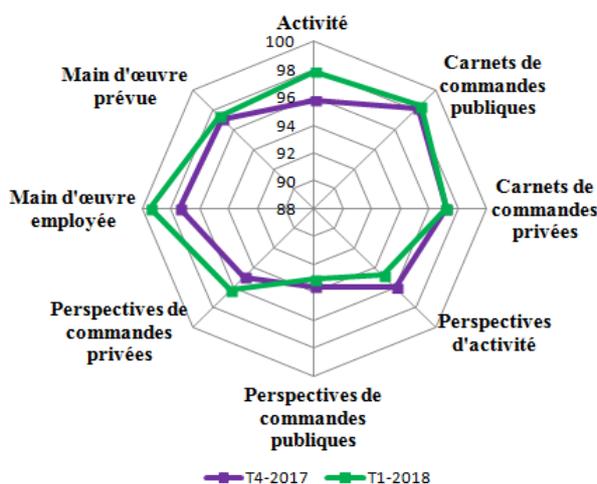


Graphique 17: Principales contraintes dans l'industrie au premier trimestre 2018

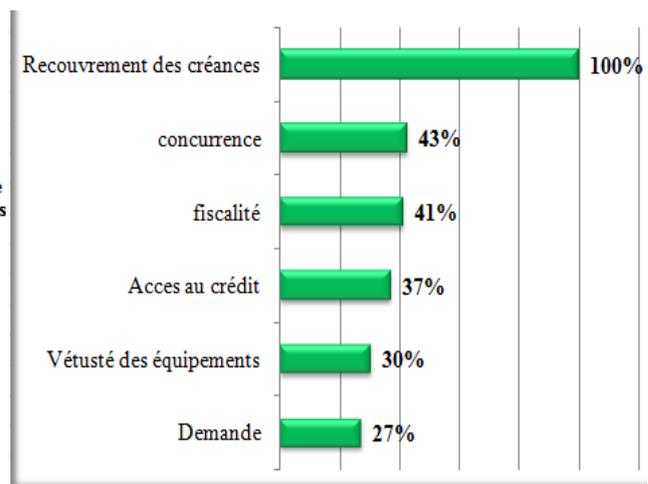


Au niveau du sous-secteur des bâtiments et travaux publics, la plupart des entrepreneurs enquêtés considèrent que les difficultés de recouvrement des créances (100%), la concurrence jugée déloyale (43%), la fiscalité (41%), l'accès difficile au crédit (37%) ainsi que la vétusté des équipements (30%) ont constitué les principales contraintes, au premier trimestre 2018. Néanmoins, l'indice du climat des affaires dans les BTP s'est consolidé de 0,5 point, tout en restant en dessous de sa moyenne de long terme. Cette amélioration s'explique par la progression du solde d'opinion relatif à l'activité, sur la période, en liaison avec la hausse de celui sur les commandes publiques. En outre, le solde d'opinion relatif aux commandes privées est resté stable sur la période.

Graphique 18: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans les BTP



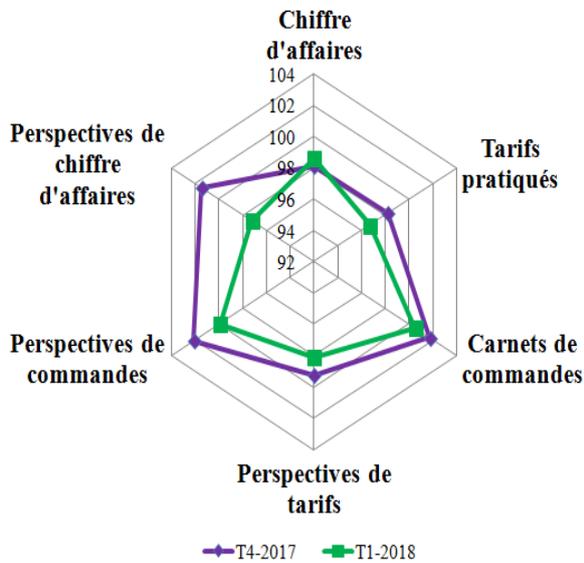
Graphique 19: Principales contraintes dans les BTP au premier trimestre 2018



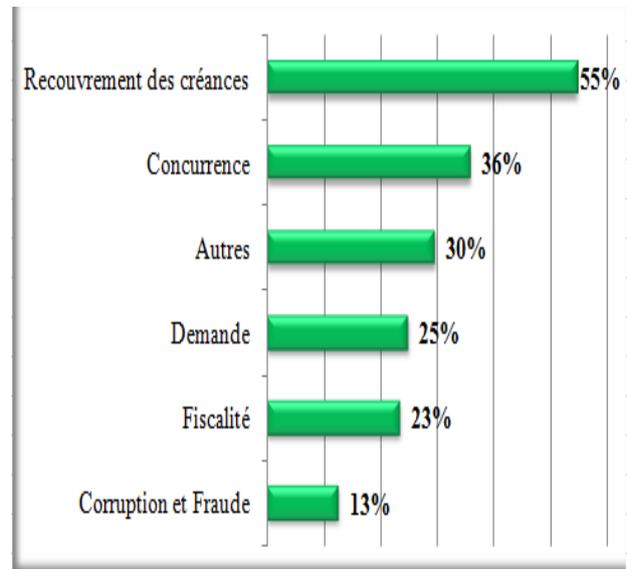
Concernant les services, les difficultés de recouvrement des créances (55%), la concurrence jugée déloyale (36%), la baisse de la demande (25%) et la fiscalité (23%) sont citées par les enquêtés comme les principales contraintes à l'activité, au premier trimestre 2018. Par ailleurs, l'indicateur de climat des affaires s'est dégradé de 1,6 point dans le sous-secteur, en

variation trimestrielle, en rapport avec les baisses respectives des soldes d'opinion sur les tarifs pratiqués et les carnets de commande. Il est également passé, légèrement, en dessous de sa valeur moyenne.

Graphique 20: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans les services

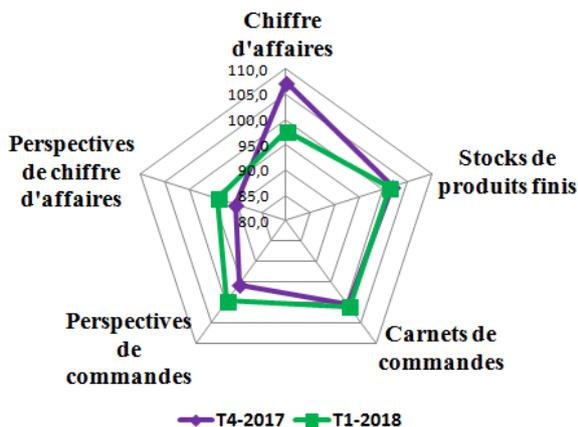


Graphique 21: Principales contraintes dans les services au premier trimestre 2018

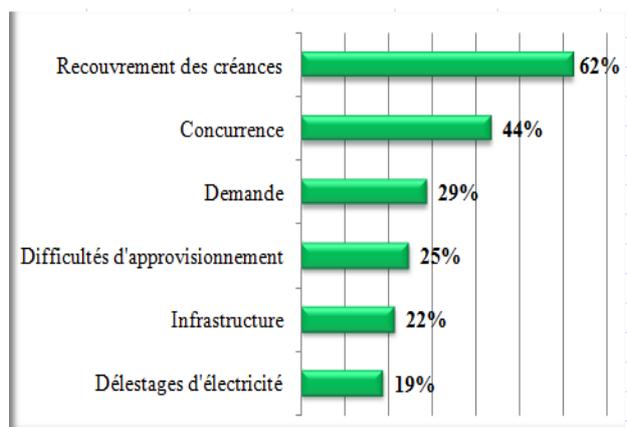


Pour ce qui est du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (62%), la concurrence jugée déloyale (44%), la baisse de la demande (29%) et les difficultés d'approvisionnement (25%) sont déplorées par les acteurs interviewés comme les principales entraves à l'activité, durant le premier trimestre 2018. En outre, l'indicateur du climat des affaires dans ce secteur a reculé de 0,6 point, en rythme trimestriel, pour s'établir en dessous de sa moyenne de long terme. Cette évolution est imputable à l'opinion des chefs d'entreprises interrogés sur le chiffre d'affaires.

Graphique 22: Soldes d'opinion au premier trimestre 2018 dans le commerce



Graphique 23: Principales contraintes dans le commerce au premier trimestre 2018



II.4. INFLATION ET COMPETITIVITE

II.4.1 Inflation

Baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, en variation trimestrielle

Au premier trimestre 2018, les prix à la consommation ont enregistré une baisse de 0,4%, en variation trimestrielle, en liaison avec les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,9%). Comparativement à la même période de 2017, le niveau général des prix a, en revanche, progressé de 0,7% durant le premier trimestre 2018, porté par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,8%) et la fonction « hôtels et restaurants » (+2,2%).

Pour sa part, l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais) du premier trimestre 2018 s'est située à -0,3% en variation trimestrielle et à +0,2% en glissement annuel.

En termes d'origine, les prix des produits locaux se sont repliés de 0,4% au premier trimestre 2018, en variation trimestrielle, contre une hausse de 1,3% en glissement annuel. S'agissant des prix des produits importés, une hausse de 0,2% est observée au premier trimestre de 2018, en rythme trimestriel. En glissement annuel, ils ont baissé de 0,7%.

Graphique 24: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100= 2008)

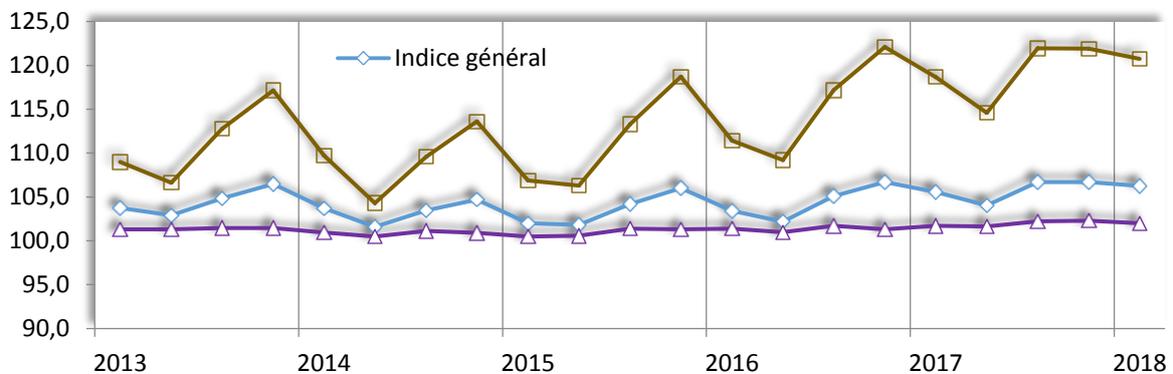


Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits

	Pond. (2013)	2017		2018	Variation		
		T 1 (1)	T 4 (2)	T 1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Inflation
Produits Importés	7061	97,7	96,8	97,0	0,2%	-0,7%	-0,7%
Produit locaux	2939	109,2	111,0	110,6	-0,4%	1,3%	1,3%
Indice global	10000	105,6	106,7	106,3	-0,4%	0,7%	0,7%

Source : ANSD

En rythme trimestriel, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées se sont repliés de 0,9%, au premier trimestre 2018. Cette situation découle principalement de la forte baisse des prix respectifs des « légumes frais en fruits ou racines » (-24,1%) et de la viande

de bœuf (-2,4%). En glissement annuel, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées se sont, par contre, renchériés de 1,8%, au premier trimestre 2018, consécutivement à la hausse du prix du poisson frais (+10,8%).

Stabilité des prix de l'hôtellerie et de la restauration, en variation trimestrielle

Les prix des services d'hôtellerie et de restauration sont restés stables, entre le dernier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. Par contre, en glissement annuel, «l'hôtellerie et la restauration» s'est renchérie de 2,2% au premier trimestre 2018.

Stabilité des prix du logement et de l'énergie, en rythme trimestriel

Durant le premier trimestre 2018, les prix de la fonction «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» sont restés stables par rapport au trimestre précédent. Toutefois, en glissement annuel, une baisse de 0,4% du prix du «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» est notée, en liaison avec la sous-fonction «électricité, gaz et autres combustibles» (-1,7%).

Tableau 11: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 = 2008)

	Pond.	2017		2018	Variations		
		T1 (1)	T 4 (2)	T 1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Inflation
Indice général	10000	105,6	106,7	106,3	-0,4%	0,7%	0,7%
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3286	118,7	121,9	120,7	-0,9%	1,8%	1,8%
Céréales non transformés	577	91,5	91,4	91,1	-0,3%	-0,4%	-0,4%
Bœuf	237	137,9	140,3	137,0	-2,4%	-0,7%	-0,7%
Poissons frais	294	229,3	238,6	254,1	6,5%	10,8%	10,8%
Lait	203	102,8	101,8	104,0	2,2%	1,1%	1,1%
Huiles	330	110,8	112,4	112,2	-0,3%	1,2%	1,2%
Légumes frais en fruits ou racine	161	89,0	119,4	90,6	-24,1%	1,8%	1,8%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1524	94,6	94,2	94,2	0,0%	-0,4%	-0,4%
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	587	101,8	101,9	102,0	0,1%	0,2%	0,2%
Santé	379	109,6	110,2	110,3	0,1%	0,6%	0,6%
Transports	833	102,1	102,3	102,4	0,1%	0,3%	0,3%
Enseignement	270	113,5	114,2	114,2	0,0%	0,6%	0,6%
Restaurants et Hôtels	617	112,1	114,5	114,5	0,0%	2,2%	2,2%
Biens et services divers	400	96,6	96,3	96,5	0,2%	-0,1%	-0,1%

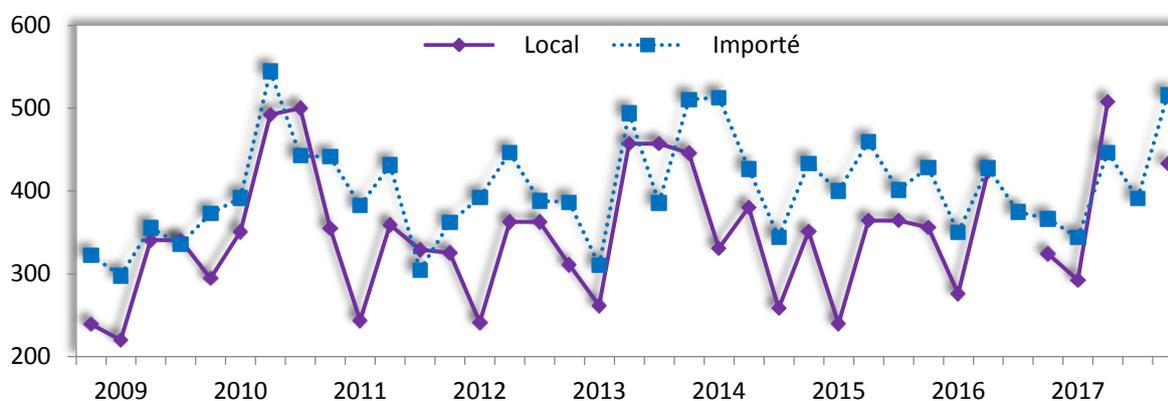
Source : ANSD

II.4.2 Tendances des marchés

Hausse du prix de l'oignon importé

Au premier trimestre 2018, le prix moyen de l'oignon importé s'est fortement relevé (+32%), en variation trimestrielle. Cette situation résulte essentiellement d'une baisse progressive du niveau de stock d'oignons importés, dans un contexte marqué par l'arrivée de l'oignon local sur le marché. Le kilogramme de cette dernière variété est, en moyenne échangé à 433 f CFA. En glissement annuel, des hausses moyennes respectives des prix des kilogrammes d'oignon local (+33,5%) et importé (+40,7%) sont enregistrées au premier trimestre 2018. S'agissant des stocks, ils sont estimés à 1433 tonnes pour l'oignon local contre 462 tonnes pour la variété importée, à fin mars 2018.

Graphique 25: Evolution des prix (en FCFA) moyens de l'oignon

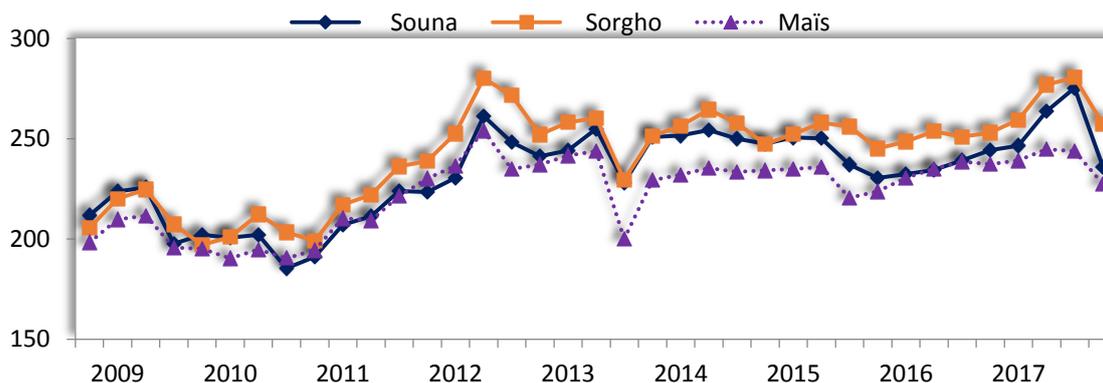


Le souna et le maïs deviennent moins chers

Concernant les céréales locales, le premier trimestre 2018 est marqué par des baisses respectives des prix moyens des kilogrammes de souna (-14,3%), sorgho (-8,3%) et maïs (-6,3%), en variation trimestrielle.

Sur un an, des replis respectifs des prix moyens des kilogrammes de la souna (-3,4%) et de maïs (-4,2%) sont également observés tandis que le kilogramme de sorgho s'est renchéri de 1,6% durant le premier trimestre de 2018.

Graphique 26: Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales



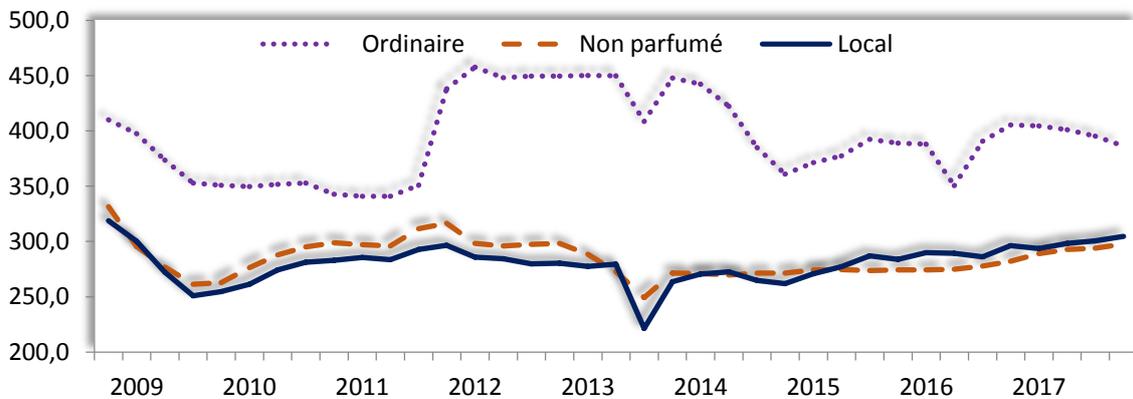
***Hausse des prix des variétés
de riz non parfumé et local -
Baisse pour le parfumé
ordinaire***

S'agissant du riz brisé 100%, les prix moyens du non parfumé et de la variété locale se sont respectivement renchérissés de 1,3% et 1,4% en rythme trimestriel, au premier trimestre 2018 alors que le parfumé ordinaire a enregistré une

baisse de prix de 2,3%.

Les mêmes tendances sont, en moyenne, enregistrées sur une base annuelle, les riz non parfumé et local s'étant respectivement renchérissés de 5,6% et 2,9% contre une baisse du prix moyen (-4,7%) de la brisure parfumée ordinaire. Par ailleurs, à fin mars 2018, d'importants stocks de riz sont notés (64 890 tonnes de riz importé et 1 243 tonnes de riz local).

Graphique 27: Evolution des prix (en FCFA) moyens du riz brisé 100



II.4.3 Compétitivité-Prix

Au terme du premier trimestre 2018, l'économie sénégalaise a enregistré un gain de compétitivité-prix, par rapport à ses principaux partenaires commerciaux, de 0,4%, en variation trimestrielle. Cette situation reflète un différentiel d'inflation favorable (-1,8%), dans un contexte d'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux (+1,4%).

Vis-à-vis des pays membres de la zone euro, le différentiel d'inflation favorable a induit un renforcement de la compétitivité de 0,5% en rythme trimestriel. Par rapport aux principaux partenaires de la zone UEMOA, la compétitivité est, quant à elle, restée stable, en rythme trimestriel.

Relativement à la même période de 2017, il ressort des pertes de compétitivité de l'économie nationale évaluées à 2,7% au premier trimestre 2018, en rapport avec l'appréciation de la monnaie locale par rapport à celles des partenaires commerciaux (+6,1%), atténuée par le différentiel d'inflation favorable (-3,4%). Toutefois, vis-à-vis des pays membres de l'UEMOA et de la zone euro, la compétitivité s'est améliorée, respectivement, de 0,1% et 0,7%, en raison des différentiels d'inflation respectifs favorables.

Tableau 12: Evolution des taux de change

TCER	2017		2018	Variations	
	T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Global	94,5	97,3	97,0	-0,4%	2,7%
Pays UEMOA	95,9	95,9	95,9	0,0%	-0,1%
Pays africains hors UEMOA	97,0	103,7	105,5	1,8%	8,7%
Zone EURO	102,2	102,1	101,5	-0,5%	-0,7%
Pays industrialisés hors EURO	83,7	89,2	88,1	-1,2%	5,2%
TCEN					
Global	113,1	118,3	119,9	1,4%	6,1%
Pays africains hors UEMOA	188,2	214,0	222,0	3,8%	18,0%
Pays industrialisés hors EURO	108,7	117,4	120,6	2,7%	11,0%
Prix intérieurs	120,9	122,2	121,7	-0,4%	0,6%
Prix extérieurs					
Global	144,7	148,5	150,5	1,4%	4,0%
Pays UEMOA	126,1	127,5	126,9	-0,4%	0,7%
Pays africains hors UEMOA	234,5	252,3	256,1	1,5%	9,2%
Zone EURO	118,3	119,8	119,9	0,1%	1,3%
Pays industrialisés hors EURO	156,9	161,0	166,9	3,7%	6,3%

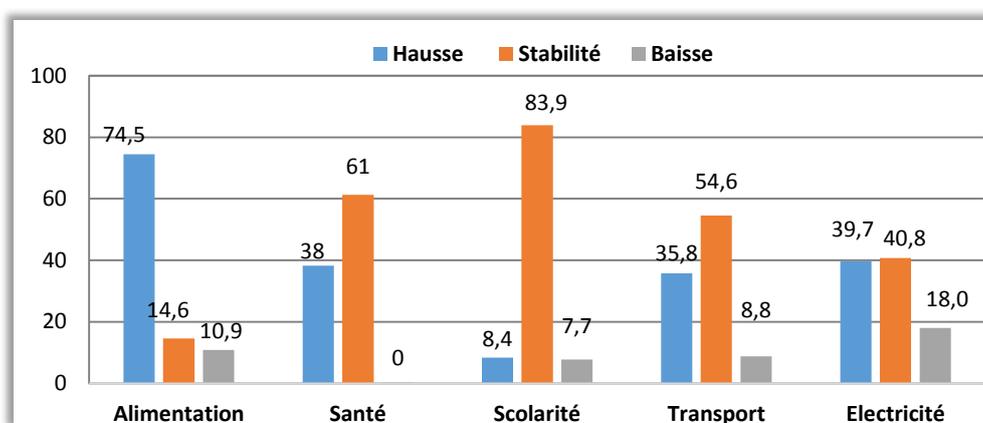
Source :DPEE

II.5. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES

II.5.1. Conjoncture économique

Au premier trimestre 2018, les résultats de l'enquête de Perception de la Conjoncture par les Ménages (EPCM) font apparaître une hausse des dépenses alimentaires pour la plupart des ménages interrogés (+74,5%). Pour ce qui est des dépenses d'électricité, 40,8% des familles ont noté une stabilité entre leurs deux dernières factures. Les dépenses de santé, de scolarité et de transport sont, quant à elles, restées stables pour, respectivement, 61%, 83,9% et 54,6% des ménages.

Graphique 28: Les dépenses de consommation des ménages



II.5.2. Conjoncture Sociale

Au plan social, l'enquête de conjoncture au premier trimestre 2018 a fait ressortir les principaux résultats suivants :

- La plupart des ménages de Dakar ont accès à l'eau potable (91,6%) et à l'électricité (95,1%) ; par contre, l'assainissement reste peu accessible (26,8% des ménages).
- Le taux moyen de scolarisation des enfants de plus de six ans s'établit à 88,1% à Dakar (89,6% dans les familles moyennes contre 85,7% dans les grandes familles). La proportion de ménages ayant des enfants de moins de 18 ans qui travaillent se situe à 2,1% (2,6% pour les grandes familles contre 1,2% dans les familles moyennes). En outre, 12,8% des grandes familles comptent des enfants confiés à des tiers contre 3,7% pour les familles moyennes.
- La majeure partie des familles enquêtées (+80,1%) assurent trois repas par jour contre 12,4% de ménages qui n'en prennent que deux.

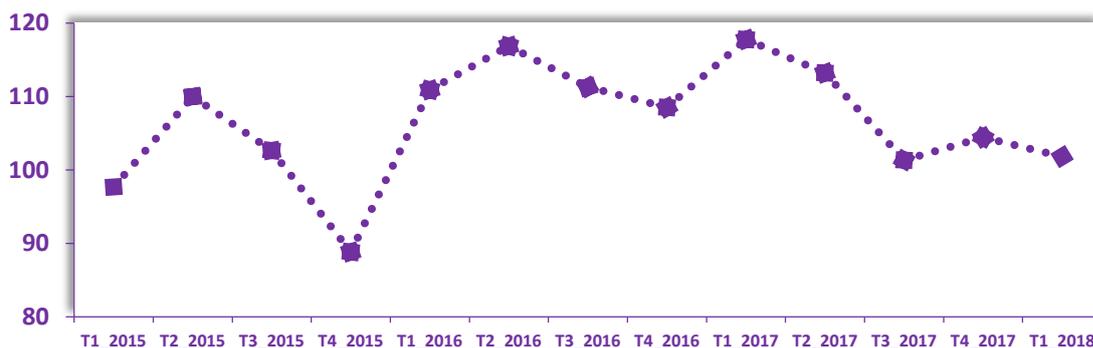
L'inflation et les délestages sont les principaux chocs subis par les ménages au premier trimestre 2018. En effet, 50,2% des interrogés déplorent une hausse du niveau général des prix à la consommation, tandis que 29,3% de ménages sont affectés par des coupures dans l'approvisionnement en électricité. Par ailleurs, les pertes d'emploi et l'incapacité du

principal soutien sont respectivement décriées par 2,5% et 1,3% des enquêtés.

II.5.3. Confiance des ménages

Au premier trimestre 2018, la confiance des ménages s'est détériorée, par rapport au trimestre précédent. En effet, l'indicateur qui la synthétise s'est replié 2,6 points sur la période pour s'établir à 101,8. Toutefois, il est resté au-dessus de sa moyenne de long terme. Sur un an, la confiance des ménages s'est également dégradée sur la période sous-revue.

Graphique 29: Evolution de l'indice de confiance des ménages



Au titre de leur situation financière, les ménages ont des opinions mitigées au premier trimestre 2018. En effet, les soldes relatifs à la capacité d'épargne présente et l'opportunité de faire des achats importants ont respectivement diminué de 0,4 et 2,4 points alors que celui correspondant à la capacité d'épargne future a augmenté de 1,3 point.

Relativement à la situation économique du pays, les ménages sont moins optimistes sur leurs niveaux de vie présente et future, les soldes d'opinion correspondants s'étant respectivement repliés de 4,6 et 2,7 points, entre le dernier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. Toutefois, la confiance des ménages reste au-dessus de son niveau de longue période. Par ailleurs, les craintes des ménages sur une éventuelle hausse du chômage ont augmenté de 1,3 point au premier trimestre 2018.

Tableau 13 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion

	Moyenne (long terme) (1)	2017				2018
		Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1
Indicateur synthétique	100	117,8	113,2	101,3	104,4	101,8
Situation financière personnelle						
<i>Capacité d'épargne actuelle</i>	-2,7	9,2	6,9	-3,5	-2,9	-3,3
<i>Capacité d'épargne future</i>	-51,0	-43,8	-43,3	-53,8	-52,5	-51,3
<i>Opportunité de faire des achats</i>	-65,8	-56,7	-55,8	-62,3	-59,8	-62,3
Situation économique au Sénégal						
<i>Niveau de vie passé</i>	13,9	29,2	25,0	21,7	22,3	17,7
<i>Niveau de vie futur</i>	24,6	38,3	36,0	28,3	29,0	26,3
<i>Chômage</i>	-6,7	-14,8	-14,6	-11,0	-11,3	-10,0

Source : DPÉE Moyenne du premier trimestre 2015 au premier trimestre 2018

II.6. COMMERCE EXTERIEUR

Au premier trimestre 2018, le déficit commercial du Sénégal s'est établi à 445,3 milliards contre 504,4 milliards au trimestre précédent, soit une réduction de 59,1 milliards. Cette amélioration traduit une hausse des exportations de biens (+60,6 milliards) plus importante que celle des importations (+1,6 milliard). Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations s'est renforcé de 7,2 points de pourcentage pour se situer à 46,3% contre 39,1% un trimestre auparavant.

II.6.1. Exportations des principaux produits

Hausse des exportations au premier trimestre 2018

Les exportations de biens sont estimées à 384,2 milliards au premier trimestre 2018 contre 323,6 milliards au trimestre précédent, soit une progression de 18,7%. Leur évolution est notamment imputable aux produits alimentaires (+41,6 milliards), à l'acide phosphorique (+8,7 milliards), aux produits pétroliers (+5,1 milliards), au ciment (+3,5 milliards) ainsi qu'aux engrais minéraux et chimiques (+3,0 milliards) dont les quantités vendues se sont respectivement accrues de 85,0%, 31,8%, 10,9%, 17,7% et 80,1%. Concernant les produits alimentaires, la consolidation, en variation trimestrielle, des exportations est principalement attribuable aux produits arachidières (+19,9 milliards), aux légumes frais (+12,4 milliards) et aux produits halieutiques (+7,3 milliards). S'agissant des produits pétroliers, l'accroissement des ventes à l'étranger traduit des effets prix (+6,9%) et quantité (+5,0%). En revanche, les ventes à l'étranger de titane (-5,8 milliards) et d'or non monétaire (-1,8 milliard) se sont contractées, entre le dernier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018, en liaison avec les replis respectifs des quantités expédiées de 59,5% et 7,0%.

Sur un an, la valeur des exportations de biens s'est, en revanche, repliée de 51,8 milliards (-11,9%) au premier trimestre 2018, du fait notamment du ciment (-16,2 milliards) et du titane (-5,2 milliards) dont les quantités vendues ont respectivement diminué de 35,9% et 54,0% sur la période. Cette orientation baissière a été, cependant, partiellement contrebalancée par l'augmentation des ventes à l'étranger de produits alimentaires (+14,8 milliards), d'acide phosphorique (+8,5 milliards), d'or non monétaire (+3,2 milliards), d'engrais minéraux et chimiques (+3,2 milliards) et de zircon (+2,0 milliards), avec des hausses respectives des quantités expédiées, de 34,5%, 28,6%, 3,1%, 270,7%, et 18,3%.

Vers les pays de l'UEMOA, les exportations du Sénégal sont évaluées à 88,8 milliards au premier trimestre de 2018 contre 84,1 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de

4,7 milliards (+5,7%). Elles ont représenté 23,1% de la valeur totale des exportations de marchandises au titre du premier trimestre de 2018 contre 26,0% au trimestre précédent. La part du Mali, principale destination des ventes du Sénégal dans l'Union, a diminué de 3,8 points de pourcentage pour s'établir à 55,7%. Les exportations de marchandises vers ce partenaire ont notamment porté sur le ciment et les « préparations pour soupes, potages et bouillons ». En glissement annuel, les exportations en provenance des pays de l'UEMOA ont diminué de 9,6 milliards (-9,8%), durant le premier trimestre 2018.

Tableau 14: Exportations en valeur (millions FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2017		2018	Variations	
	T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	102 260	75 500	117 091	55,1%	14,5%
- PRODUITS HALIEUTIQUES	54 984	49 454	56 790	14,8%	3,3%
- LEGUMES FRAIS	15 873	2 831	15 238	438,3%	-4,0%
- PRODUITS ARACHIDIERS	7 147	2 700	22 573	735,9%	215,9%
PREPARATIONS POUR SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	20 187	17 113	18 210	6,4%	-9,8%
CIMENT HYDRAULIQUE	41 499	21 758	25 256	16,1%	-39,1%
PRODUITS PETROLIERS	34 207	29 280	34 351	17,3%	0,4%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	4 276	4 485	7 430	65,7%	73,8%
ACIDE PHOSPHORIQUE	18 187	18 002	26 665	48,1%	46,6%
OR NON MONETAIRE	55 817	60 846	59 031	-3,0%	5,8%
ZIRCONIUM	7 103	9 843	9 080	-7,8%	27,8%
TITANE	9 439	10 064	4 244	-57,8%	-55,0%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	272 789	229 779	283 148	23,2%	3,8%
AUTRES PRODUITS	163 219	93 862	101 084	7,7%	-38,1%
TOTAL	436 008	323 641	384 232	18,7%	-11,9%

Source : ANSD

II.6. 2. Importations des principaux produits

Progression des importations au premier trimestre 2018

Les importations de biens du premier trimestre de 2018 sont évaluées à 942,6 milliards contre 941 milliards au trimestre précédent, soit une augmentation de 1,6 milliard (+0,2%). Cette situation est, principalement, imputable aux produits pétroliers (+6,9 milliards) et aux «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+6,0 milliards). La hausse des importations de produits pétroliers est essentiellement due au relèvement des prix à l'importation (+16,4%), les quantités achetées s'étant repliées de 10,4%. A l'inverse, les achats à l'étranger de produits alimentaires et de « machines, appareils et moteurs » ont respectivement reculé de 15,4 milliards et 6,9 milliards. L'orientation des importations de produits alimentaires est principalement imputable aux «fruits et légumes comestibles » (-15,4 milliards) et au « froment et méteil» (-

8,9 milliards). Les achats à l'étranger de riz et de maïs se sont, pour leurs parts, respectivement, accrus de 7,4 milliards et 2,3 milliards sur la période.

Sur une base annuelle, la valeur des importations de biens a progressé de 137,1 milliards (+17,0%) sur les trois premiers mois de 2018, du fait notamment des produits pétroliers (+32,8 milliards), des «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles» (+24,3 milliards), des produits alimentaires (+17,6 milliards) et des produits pharmaceutiques (+7,9 milliards), les quantités achetées de ces biens s'étant respectivement renforcées de 9,4%, 22,9%, 9,6% et 12,1%. S'agissant des importations de produits alimentaires, leur évolution est principalement portée par le riz (+18,3 milliards) dont les quantités achetées se sont accrues de 39,9% mais, est, toutefois, atténuée par les achats de « froment et méteil » (-5,2 milliards).

Concernant les importations en provenance des pays de l'UEMOA, elles se sont établies à 18,1 milliards au premier trimestre de 2018 contre 17,4 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 0,7 milliard. Elles ont représenté 1,9% de la valeur totale des importations de biens, au même niveau qu'au quatrième trimestre de 2017. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 77,2% au premier trimestre de 2018 contre 87,1% au trimestre précédent. En glissement annuel, les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont diminué de 2,1 milliards (-10,5%).

Tableau 15: Importations en valeur (millions FCFA)

IMPORTATIONS (en millions)	2017		2018	Variations	
	T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	Trim. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES	141 716	174 684	159 320	-8,8%	12,4%
PRODUITS ALIMENTAIRES	141 716	174 684	159 320	-8,8%	12,4%
- <i>FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES</i>	9 722	25 104	9 726	-61,3%	0,0%
- <i>FROMENT ET METEIL</i>	20 418	24 173	15 245	-36,9%	-25,3%
- <i>MAIS</i>	8 370	6 917	9 223	33,3%	10,2%
- <i>RIZ</i>	42 811	53 753	61 119	13,7%	42,8%
- <i>HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES</i>	28 085	27 369	29 032	6,1%	3,4%
PRODUITS PETROLIERS	130 480	156 547	163 329	4,3%	25,2%
- <i>HUILES BRUTES DE PETROLE</i>	69 478	67 706	67 173	-0,8%	-3,3%
- <i>AUTRES PRODUITS PETROLIERS</i>	61 002	88 841	96 156	8,2%	57,6%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	25 635	33 776	33 552	-0,7%	30,9%
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	139 905	140 143	133 199	-5,0%	-4,8%
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	70 920	89 207	95 246	6,8%	34,3%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	508 655	594 358	584 646	-1,6%	14,9%
AUTRES PRODUITS	296 844	346 622	357 978	3,3%	20,6%
TOTAL	805 500	940 979	942 624	0,2%	17,0%

Source : ANSD

II.7 FINANCES PUBLIQUES

La gestion budgétaire au premier trimestre 2018 s'est inscrite dans une trajectoire de maîtrise du déficit à travers une mobilisation satisfaisante des ressources et une régulation des dépenses. En effet, les ressources mobilisées sur la période sont évaluées à 501,7 milliards, augmentant de 14,4% en glissement annuel. S'agissant des dépenses totales, elles sont estimées à 653,7 milliards, en repli de 11,1% comparativement à la fin du premier trimestre 2017. Ainsi, le solde budgétaire, dons compris, est évalué en déficit de 152 milliards à fin mars 2018 contre un déficit de 297 milliards un an auparavant.

II.7.1. Recettes budgétaires

Hausse des ressources mobilisées

Les ressources globales sont estimées à 501,1 milliards à fin mars 2018 contre 438,7 milliards un an plus tôt. Elles sont composées de recettes budgétaires à hauteur de 462,8 milliards, des ressources du FSE pour un montant de 7 milliards et des dons estimés à 31,8 milliards. En glissement annuel, les ressources se sont accrues de 63 milliards à la faveur de l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales.

En effet, l'impôt sur le revenu (86,4 milliards), la TVA intérieure hors pétrole (66,5 milliards) et la TVA à l'importation (66,1 milliards) se sont respectivement consolidés de 12,6%, 11% et 24,6%, à fin mars 2018. Cette bonne orientation est confortée par la mobilisation des droits de porte hors pétrole qui ont progressé de 27,9% pour s'établir à 52,9 milliards à la fin du premier trimestre 2018. De même, les taxes sur la consommation hors produits pétroliers (12,3 milliards) et les droits d'enregistrement (13,6 milliards) ont contribué à l'amélioration du recouvrement de recettes, avec des hausses respectives de 35,2% et 30,8%. Toutefois, une baisse de 8,4 milliards ou 84,8% des recettes pétrolières (43,4 milliards) est notée, en rapport avec la TVA sur le pétrole, la taxe spécifique sur le pétrole et le FSIPP. Cette situation est, notamment, expliquée par la stabilité des prix à la pompe dans un contexte de remontée du cours du baril de pétrole.

II.7.2 Dépenses publiques

Contraction des dépenses publiques

S'agissant des dépenses budgétaires, elles sont ressorties à 653,7 milliards à fin mars 2018 contre 735,4 milliards un an auparavant, soit une contraction de 81,8 milliards (-11,5%). Cette baisse est essentiellement imputable aux dépenses d'investissement et de fonctionnement. En effet, les investissements globaux sont passés de 339,3 milliards à 220,4 milliards, soit un repli de 35%, perceptible à la fois sur les composantes financées sur ressources internes et sur ressources externes, respectivement exécutées à hauteur de 85,9

milliards et 134,5 milliards. Pour ce qui est du fonctionnement, les charges de «fournitures et entretien » (54,9 milliards) et les «transferts et subventions » (137 milliards) se sont respectivement contractées de 3,3% et 1,3%. En revanche, des progressions respectives de 13,5% et 38,7% de la masse salariale (166milliards) et des intérêts sur la dette publique (75,3 milliards) sont enregistrées à la fin du premier trimestre 2018.

II.8. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

II.8.1 Monnaie et crédit

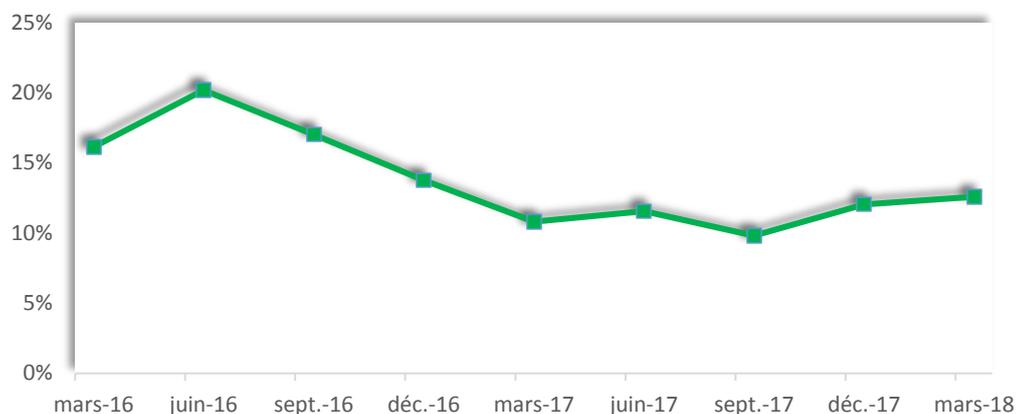
L'évolution de la situation monétaire, appréciée sur la base des estimations à fin mars 2018, fait ressortir une diminution de 17 milliards de la masse monétaire. En contrepartie, une augmentation de 772,9 milliards des actifs extérieurs nets et un dégonflement de 388,2 milliards de l'encours des créances intérieures sont notés.

Diminution de la masse monétaire, en rythme trimestriel

La masse monétaire a diminué de 17 milliards, entre fin décembre et fin mars 2018, pour s'établir à 4709,5 milliards. Cette situation est perceptible à travers la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) qui a baissé de 77,7 milliards. Pour leur part, les dépôts transférables ont augmenté de 19,9 milliards sur la période pour se situer à 2119,3 milliards. S'agissant des autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils sont ressortis à 1520,3 milliards, augmentant de 40,8 milliards sur la période.

Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 526,2 milliards ou 12,6%, à fin mars 2018. Son rythme de croissance a ainsi accéléré après avoir atteint 12%, à la fin du dernier trimestre 2017.

Graphique 30: Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire en glissement annuel

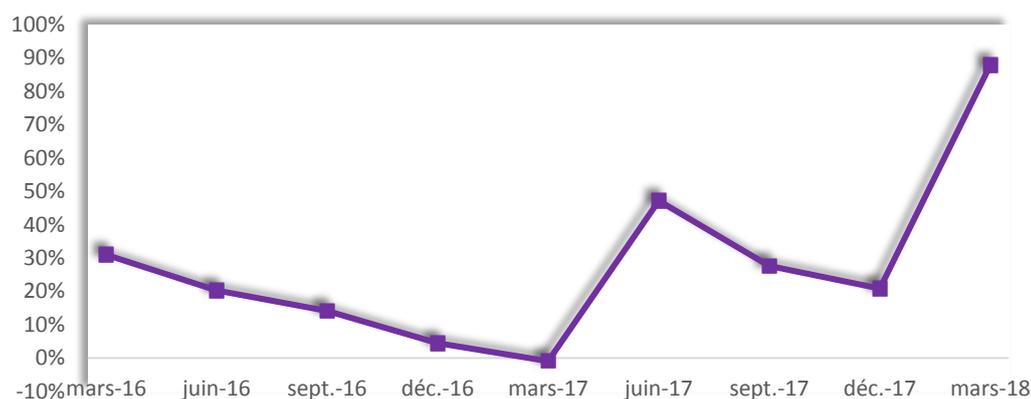


Augmentation des actifs extérieurs nets, en variation trimestrielle

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 2188,3 milliards à fin mars 2018, se renforçant de 772,9 milliards par rapport à fin décembre 2017. Cette situation est imputable à la Banque centrale dont la position extérieure nette s'est consolidée de 840,9 milliards pour s'établir à 1748,7 milliards. Quant aux banques primaires, elles ont enregistré une baisse de 68,1 milliards de leurs actifs extérieurs nets (439,5 milliards).

Sur un an, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont confortés de 1023,8 milliards ou 87,9%, à fin mars 2018. Leur rythme de croissance a ainsi fortement accéléré, en glissement annuel, après s'être situé à 20,9% à la fin du quatrième trimestre 2017. Rapportés aux importations de biens, les actifs extérieurs nets ont couvert 6,9 mois à fin mars 2018 contre 4,8 mois à la fin du dernier trimestre 2017.

Graphique 31: Evolution du rythme de croissance des actifs extérieurs nets en glissement annuel



Repli de l'encours des créances intérieures, en variation trimestrielle

A fin mars 2018, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est établi à 3791,4 milliards, en baisse de 388,2 milliards par rapport à fin décembre 2017. Cette situation est attribuable aux crédits nets à l'administration centrale qui ont baissé de 592,9 milliards pour se situer à -193,8 milliards. Concernant les créances sur les autres secteurs de l'économie, une hausse de 204,6 milliards est notée, à 3985,2 milliards. En variation glissante sur un an, le rythme d'évolution des crédits bancaires accordés au secteur privé a accéléré au premier trimestre 2018, à 21,2%, après 16,5% à fin décembre 2017. Sur la même base, l'encours global des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 86,6 milliards ou 2,3%, à fin mars 2018.

Graphique 32: Evolution du rythme de croissance sur les autres secteurs en glissement annuel

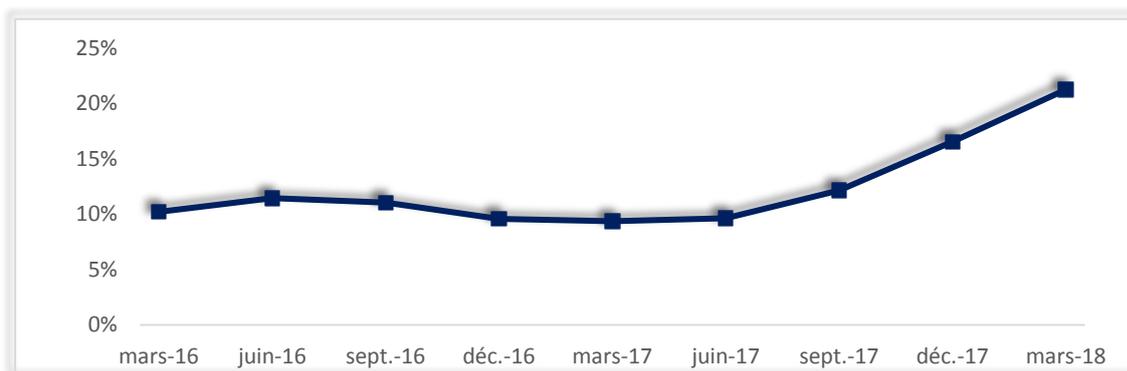


Tableau 16: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)

	Mars 17	Déc. 17	Mars 18	Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
	(1)	(2)	(3)				
Masse monétaire (M2)	4183,3	4726,5	4709,5	-17,0	-0,4%	526,2	12,6%
Circulation fiduciaire	974,3	1147,6	1069,9	-77,7	-6,8%	95,6	9,8%
Dépôts transférables	1878,4	2099,4	2119,3	19,9	0,9%	240,9	12,8%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1330,6	1479,5	1520,3	40,8	2,8%	189,7	14,3%
Actifs extérieurs nets	1164,5	1415,4	2188,3	772,9	54,6%	1023,8	87,9%
BCEAO	728,2	907,8	1748,7	840,9	92,6%	1020,5	140,1%
Banques	436,3	507,6	439,5	-68,1	-13,4%	3,2	0,7%
Créances intérieures	3704,8	4179,6	3791,4	-388,2	-9,3%	86,6	2,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	417,7	399,1	-193,8	-592,9	-148,6%	-611,5	-146,4%
Créances sur les autres secteurs	3287,1	3780,6	3985,2	204,6	5,4%	698,1	21,2%

Source : BCEAO

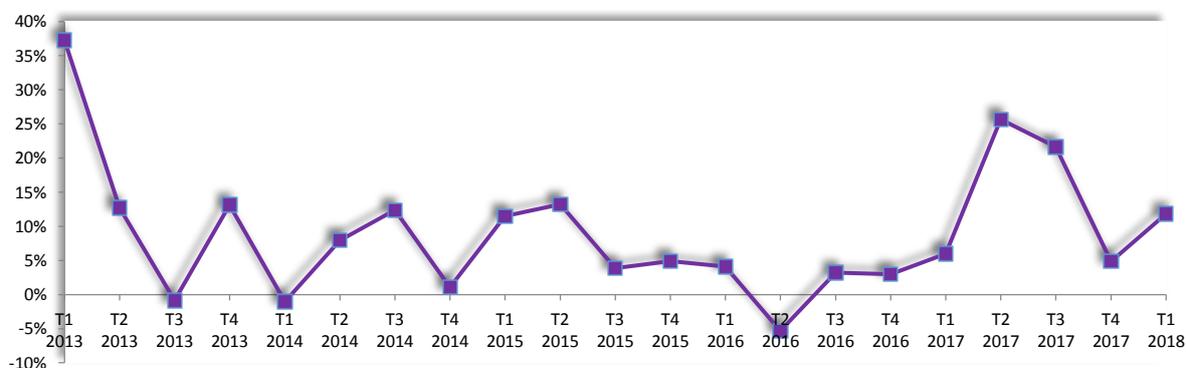
II.8.2. Les titres publics

Au cours du premier trimestre 2018, la BCEAO n'a pas organisé d'émissions de titres pour le compte du trésor public sénégalais. Cette situation traduit, notamment, la stratégie d'endettement du Sénégal, après la levée d'eurobonds en début d'année 2018.

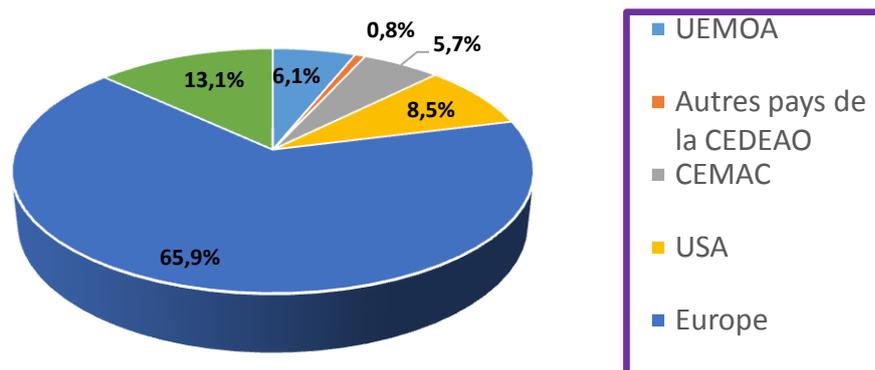
II.8.3. Les transferts rapides d'argent

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 261,2 milliards sur les trois premiers mois de 2018, en hausse de 4,2% par rapport au dernier trimestre de 2017. En glissement annuel, ils se sont également consolidés (+11,8%), leur rythme de progression s'accroissant sensiblement par rapport au trimestre précédent (+4,9%). L'accroissement des transferts reçus est en phase avec l'évolution attendue de l'activité dans les principaux pays d'origine, notamment la zone euro où la croissance s'établirait à +0,4% au premier trimestre 2018.

Graphique 33: Evolution de la croissance en glissement annuel des transferts rapides reçus au Sénégal



Graphique 34: Répartition des transferts reçus par origine



S'agissant des émissions de transferts rapides effectuées par les établissements de crédit du Sénégal vers l'extérieur, elles sont ressorties à 40,3 milliards au premier trimestre de 2018, en hausse de 6,9% par rapport au trimestre précédent. Relativement à la même période un an auparavant, les transferts émis ont, par contre, baissé de 6,7%.

Au total, le cumul des transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal s'est conforté de 30,5 milliards ou 16% en glissement annuel pour s'établir à 220,9 milliards au premier trimestre 2018.

Tableau 17: Transferts rapides d'argent effectués par les Etablissements de crédit du Sénégal

	2017		2018	Variations en %	
	T1 (1)	T4 (3)	T1 (4)	(4)/(3)	(4)/(1)
RECUS	233,6	250,7	261,2	4,2%	11,8%
EMIS	43,2	37,7	40,3	6,9%	-6,7%
NET	190,4	213,0	220,9	3,7%	16,0%

Source : DMC

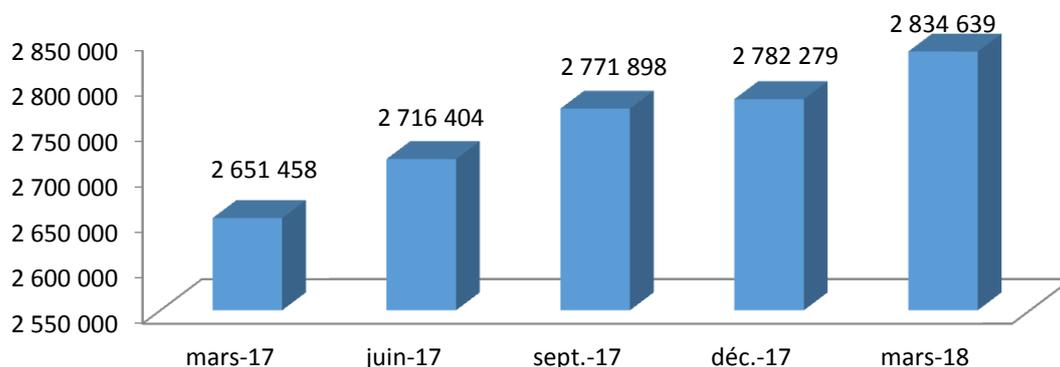
II.8.4. Les systèmes financiers décentralisés(SFD)

Au premier trimestre 2018, la situation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), comparée à celle du trimestre précédent, est marquée par un renforcement de l'encours des dépôts et un dégonflement de l'encours des crédits. La qualité du portefeuille s'est, pour sa part, détériorée sur la période sous revue.

Augmentation du sociétariat (Membres / Clients)

Le sociétariat des systèmes financiers décentralisés s'est situé à 2.834.639 à fin mars 2018 contre 2.782.279 un trimestre plus tôt, soit une progression de 1,9%. Ainsi, indexé à la population, le taux de pénétration des SFD s'est établi à 21%, augmentant de 1,4 point par rapport à fin mars 2017.

Graphique 35: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)

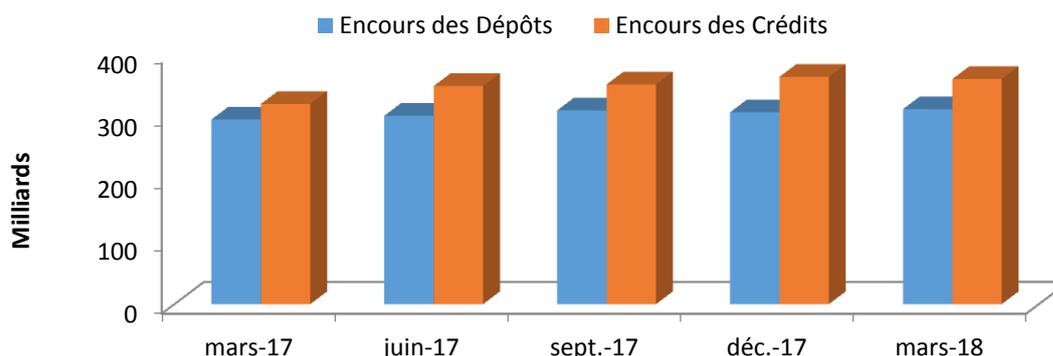


Baisse de l'encours des crédits – hausse des dépôts

L'encours des crédits accordés par les systèmes financiers décentralisés à la clientèle est estimé à 359,7 milliards à fin mars 2018 contre 363,2 milliards à la fin du trimestre précédent, soit un repli de 0,97%. Par contre, comparativement à fin mars 2017, l'encours des crédits octroyés par les systèmes financiers décentralisés a progressé de 39,7 milliards ou 12,4%.

S'agissant des dépôts effectués au niveau des SFD par la clientèle, ils ont progressé de 5 milliards ou 1,6%, passant de 306,6 milliards à 311,6 milliards entre fin décembre 2017 et fin mars 2018. Sur une base annuelle, ils se sont également renforcés de 16,5 milliards ou 5,6% durant les trois premiers mois de l'année.

Graphique 36: Encours des crédits-encours des dépôts



Hausse des créances en souffrance

En rythme trimestriel, la qualité du portefeuille des SFD s'est détériorée à fin mars 2018. En effet, le taux de créances en souffrance a augmenté de 0,46 point de base

sur la période sous revue pour se situer à 5,3%. Il reste, par ailleurs, au-dessus de la norme maximale de 3% (portefeuille à risque à 90 jours) édictée par le dispositif prudentiel. Sur un an, le taux de créances en souffrance a, également, augmenté de 0,19 point de base.

Graphique 37: Evolution du taux de créances en souffrance

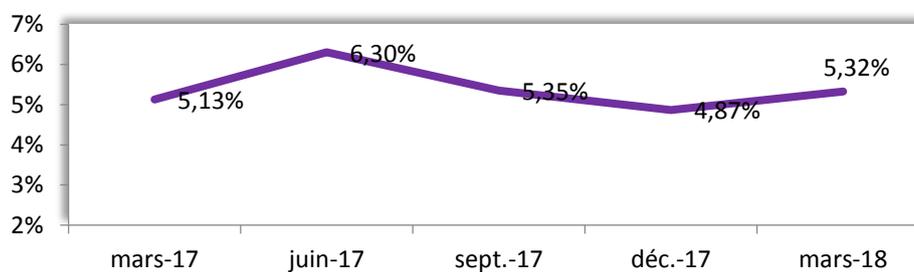


Tableau 18: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés

	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18
Sociétariat	2 651 458	2 716 404	2 771 898	2 782 279	2 834 639
Encours des Dépôts	295 096 610 287	301 117 425 722	309 667 594 259	306 619 006 222	311 577 164 431
Encours des Crédits	319 928 585 618	348 577 167 324	351 067 863 447	363 199 147 620	359 662 274 253
Taux de Créances en Souffrances	5,13%	6,30%	5,35%	4,87%	5,32%

Source : DRS/ SFD